

## **PRINTEMPS ARABE : UN AN APRÈS**

Quel bilan tirer de l'action des syndicats  
lors des printemps arabes et au-delà ?

Journée d'étude d'actualité politique  
Bruxelles, le 13 janvier 2012

# Table des matières

<b>1 – Préambule</b>	
<b>Par Willy THYS</b> – président du groupe de travail « International » du CIEP – MOC .....	<b>3</b>
<b>2 – Les racines du Printemps arabe</b>	
<b>Par Alain Gresh</b> – directeur-adjoint du Monde diplomatique .....	<b>4</b>
<b>3 – Tunisie : les mouvements sociaux, dépossédés de leur Révolution ?     Économie politique d'un régime et d'une révolution</b>	
<b>Par Vincent LEGRAND</b> – professeur à l'Université catholique de Louvain (UCL) .....	<b>12</b>
<b>4 – Égypte : Comment le mouvement social a initié, accéléré et continue     la révolution égyptienne ?</b>	
<b>Par François PRADAL</b> – journaliste, collaborateur du Monde diplomatique. ....	<b>24</b>
<b>5 – « Révolution-occupation : le cas de la Palestine »</b>	
<b>Par Marianne BLUME</b> – ex-coopérante à Gaza (1995-2005) et membre de l'association belgo-palestinienne (ABP). ....	<b>32</b>
<b>6 – Quel bilan tirer de l'action des syndicats lors des printemps arabes?</b>	
<b>Par Karin DEBROEY</b> – service international de la Confédération des Syndicats Chrétiens (CSC) .....	<b>36</b>
<b>7 – Face à ces événements, doit-on s'attendre à un changement de cap politique     de l'Union européenne ?</b>	
<b>Par Olaf DEUSSEN &amp; Johan VRINTS</b> – membres fondateurs du Forum EuroArabe .....	<b>44</b>
<b>8 – Conclusions</b>	
<b>Par Thierry JACQUES</b> – président du Mouvement Ouvrier Chrétien .....	<b>48</b>

# 1 Préambule

Par Willy THYS – président du groupe de travail « International » du CIEP – MOC

**L**e colloque organisé à l'initiative du groupe de travail « International » du CIEP - MOC a connu un succès appréciable. Au niveau de l'assistance, plus de 100 personnes y ont participé. Les intervenants étaient de qualité et leurs exposés ont été suivis avec beaucoup d'attention et ont suscité des débats qui ont permis de mieux saisir une réalité complexe. Au nom du groupe de travail « International » du CIEP - MOC, je tiens à remercier vivement tous les intervenants pour leur présence lors de cette journée d'actualité politique.

Ce colloque avait choisi un angle d'approche original : le rôle des mouvements sociaux dans le processus de démocratisation des sociétés tunisienne et égyptienne. Cette approche a montré que le printemps arabe était le résultat de luttes sociales qui avaient marqué ces sociétés notamment au cours de la dernière décennie. Elle a mis en avant la détermination et l'endurance des acteurs sociaux face à la répression de régimes autoritaires.

Durant le colloque, la complexité des situations est apparue loin des clichés qui prédominent en Occident où le monde arabe semble inexorablement dominé par des intégristes islamiques qui veulent instaurer la charia et le retour à la féodalité. La réalité est bien différente. Les rapports de force qui traversent ces sociétés sont multiples et le pouvoir qui peu à peu émerge n'est pas univoque. Pour former des majorités parlementaires, il faut des alliances, issues de négociations et d'accords. La démocratie qui s'installe n'est pas finie. Jeune, elle devra mûrir. Et dans cette maturation, les mouvements sociaux continueront de jouer leur rôle en revendiquant avec obstination plus de justice et d'égalité, en refusant l'arbitraire et la corruption. Ils lutteront pour un développement économique équitable en vue d'éliminer le chômage. C'est là que se situe un des grands échecs des politiques autoritaires car, dans ces pays, le chômage des jeunes connaît une ampleur catastrophique. L'absence de perspectives professionnelles contribua largement au déclenchement des révoltes. Tout ceci fut mis en évidence au cours des deux premières interventions. Karin Debroey du service international de la CSC nous a démontré l'importance des mouvements sociaux dans ces pays : « les révolutions du printemps 2011 ont confirmé l'existence d'un espace public autonome et d'une société civile arabe. Les révoltes populaires sont le résultat d'un long combat mené par les syndicats, les groupes de femmes, des défenseurs des droits de l'homme et des intellectuels pour le respect des droits humains, de la femme et des droits sociaux ».

Toute analyse de ces événements doit également tenir compte du contexte global et notamment du conflit persistant entre la Palestine et Israël, source d'importantes frustrations dans le monde arabe vu le manque de volonté de la communauté internationale pour faire appliquer les résolutions de l'ONU. A cet égard, le témoignage de Marianne Blume fut édifiant.

Enfin, se pose le rôle de l'Union européenne, dont on connaît la faiblesse en matière de politique internationale. N'est-elle pas pourtant la plus concernée - notamment parce que géographiquement proche - par ces révolutions ? Il faut donc la presser pour qu'elle appuie les aspirations légitimes des populations.

En conclusion, soulignons que nous avons foi dans le changement, changement qui progresse sous la pression des organisations sociales qui, elles-mêmes, reposent sur un vaste mouvement populaire. Nous partageons donc les espérances de celles et ceux qui, dans le monde arabe, se battent pour un monde meilleur.

# 2 Les racines du Printemps arabe<sup>1</sup>

Par **Alain GRESH** – directeur-adjoint du Monde diplomatique

Quand on essaie de comprendre quelles sont les racines de ces mouvements, la première question évidemment qui vient à l'esprit, c'est : « pourquoi est-ce qu'on ne les a pas prévus » ? C'est toujours facile de dire a posteriori pourquoi les mouvements ont éclaté, mais est-ce qu'il y a une raison pour laquelle, finalement, ils nous sont apparus au moment de leur éruption comme une extraordinaire surprise ?

En général, les révolutions (ou les transformations révolutionnaires) et les mouvements populaires sont rarement prévisibles. Il est difficile de savoir pourquoi, à un moment donné, ils éclatent.

Personne ne pouvait prévoir que le suicide de Mohamed Bouazizi allait créer cette espèce de boule de neige de mouvements. Mais cette surprise vient sans doute en partie du fait que les observateurs, les journalistes, les médias (et dans une moindre mesure, les gens qui travaillaient réellement sur le terrain) avaient toujours les yeux braqués vers le sommet de l'État et rarement vers ce qui se passait en bas. Donc, on avait apparemment affaire à des régimes qui apparaissaient stables et immortels. On était habitué à voir les « Moubarak », les « Hassan », les « Kadhafi » et on avait l'impression que c'était stable. On pourrait, d'une certaine manière, faire une comparaison avec l'Union Soviétique des

années 80. Les discours sur l'Union Soviétique entre 1980 et 1985, avant l'arrivée de Gorbatchev au poste de Secrétaire général, donnent l'impression que c'est un pays immobile, bloqué et un pays totalitaire où rien ne peut changer. C'est dû au fait que personne ne regardait ce qui se passait en bas de la société. Le parti communiste apparaissait complètement solidifié mais, dans le même temps, la société soviétique avait profondément changé et ces changements vont créer les conditions pour la Perestroïka.

On peut dire la même chose pour le monde arabe. Même les personnes qui connaissaient le terrain n'avaient pas suffisamment les yeux braqués sur ce qui se passait en bas et où se sont créées peu à peu les conditions pour l'avènement de ce mouvement. Parce que ce dernier n'est pas né de rien. Il est né de mille et une mobilisations - notamment ouvrières - en Égypte et en Tunisie. L'Égypte a connu son principal mouvement de grève entre 2004 et 2009-2010 : ce sont les plus importantes grèves ouvrières qu'il y a eu dans le pays depuis plus de 60 ans (1945-1946). La Tunisie a connu aussi des mobilisations sociales. À cela, il faut ajouter la multiplication de groupes de défense des droits humains, des groupes de défense contre la torture, des groupes pour l'égalité politique. Il y a eu plein de choses qui apparaissent, pour beaucoup d'observateurs, certes importantes mais, finalement, relativement secondaires et incapables, en tous cas, d'ébranler le régime. Et je crois qu'on n'a pas assez porté attention à ces mouve-

<sup>1</sup> Cet article est la retranscription de l'intervention orale d'Alain Gresh lors du colloque du 13 janvier 2012.

ments préparatoires. Et puis, en ce qui concerne le monde arabe, il y a eu un dernier élément qui a contribué à l'« aveuglement » : une espèce d'explication culturaliste qui revenait à dire que, soit l'islam, soit les Arabes, n'étaient pas compatibles avec la démocratie parce que c'est une religion et des cultures autoritaires. Toutefois, comme il y avait quand même des pays à majorité musulmane qui avaient des systèmes démocratiques avec des limites comme en Tunisie ou en Turquie, d'autres disaient plutôt que les Arabes n'étaient pas mûrs, n'étaient pas capables d'aller vers la démocratie. D'ailleurs, c'était le discours des régimes eux-mêmes qui estimaient qu'il fallait avancer à pas lents vers la démocratie sinon on risquait une dictature islamiste. Et ces pas étaient extrêmement lents aussi bien en Tunisie qu'en Égypte.

Ces différents éléments ont créé une espèce d'incapacité de, nous, occidentaux à voir ce qui se préparait.

Avant de voir quels ont été les ingrédients, les racines de ce mouvement, deux de ses caractéristiques me semblent très importantes. La première, c'est que c'est vraiment un mouvement de protestation de l'ensemble du monde arabe. Certes, les développements dans chaque pays sont très différents, les situations sont différentes mais, partout, il s'est passé quelque chose. Et partout, les régimes ont tenté de manière plus ou moins claire, soit de réprimer, soit de répondre (même partiellement) aux revendications de la population. C'est-à-dire, si on prend le cas du Maroc, où il y a eu des mouvements de manifestation, le Roi a très vite proclamé une réforme très limitée, mais qui ouvrait la voie à un certain changement, à un rôle plus important du Gouvernement, à une indépendance du Gouvernement relative par rapport au roi, etc. Ça a été le cas aussi dans un pays comme Oman qui est une monarchie où il y a eu aussi des manifestations. Partout, les régimes ont aussi essayé de répondre aux demandes sociales. En deux mois, l'Arabie Saoudite a débloqué 400 milliards de dollars en bénéfices sociaux pour les gens, pour le renforcement de la police... avant même que ne commencent les manifestations tellement le régime avait peur. Aucun pays n'a

été épargné. Même dans des pays où on ne voit pas grand-chose comme l'Arabie Saoudite, il se passe des choses, non seulement concernant les révoltes dans la région de l'Est et dans la région à population chiite, mais aussi quand vous regardez sur les réseaux sociaux, sur internet, il y a une contestation de l'autoritarisme du régime et de la corruption. Donc, c'est un mouvement qui, d'une certaine manière, a réunifié le monde arabe comme une entité politique, une scène politique relativement unifiée dans laquelle les mouvements se répondent les uns aux autres et s'entraident les uns les autres.

La deuxième caractéristique de ces mouvements, un an après le début de l'éclatement de la révolution tunisienne, c'est leur « résilience », c'est-à-dire leur capacité de résistance. Quand on voit la manière dont les gens continuent à manifester à Bahreïn, en Syrie, au Yémen, malgré une répression qui est quand même très dure, on peut dire que « la peur a disparu ». Et c'est très important. Les gens sont prêts à mourir (au sens propre) pour leurs idées et à ne pas accepter qu'il y ait un retour à la situation qui prévalait avant. Dans l'histoire récente du monde arabe, il y a eu d'autres mouvements de révolte, en Syrie au début des années 80 mais ce sont des mouvements qui ont été rapidement cassés, réprimés, détruits. Ici, on se rend compte que les régimes sont incapables de le faire. Deux cas sont emblématiques aujourd'hui : c'est Bahreïn qui est une petite monarchie dont la population est à majorité chiite et dirigée par une dynastie sunnite où il y a eu un mouvement démocratique de protestation. Il y a eu une intervention militaire de l'Arabie Saoudite pour écraser ce mouvement il y a dix mois. Malgré cela, tous les jours, il y a des manifestations, des affrontements et des contestations du régime en place. Et puis l'exemple encore plus emblématique, c'est la Syrie où malgré des milliers de morts, les gens continuent à manifester.

C'est très important de comprendre parce que cela donne de l'espoir pour l'avenir de ces mouvements. Je ne pense pas que ces mouvements soient des mouvements dont les régimes vont facilement venir à bout. Cela ne signifie pas qu'il n'y aura que des avancées, cela ne veut

pas dire non plus que ce sera simple et qu'on va aller tranquillement vers l'instauration d'une démocratie parfaite et qu'on la construira en 24 heures, mais on est arrivé à un tournant. Prenons conscience que nous avons en Europe une démocratie qui a commencé il y a deux siècles et qui, aujourd'hui encore, n'est pas parfaite. Nous ne pouvons donc pas demander aux pays arabes de construire une démocratie parfaite en 24 heures. Je crois que c'est important de comprendre que la démocratie, c'est un processus qui n'a jamais de fin et il faut voir quelles sont les avancées à chaque étape.

Trois causes ont caractérisé tous ces mouvements et sont présentes, partout là où la révolution s'est faite et encore plus, là où la situation semble bloquée, comme en Algérie ou en Arabie Saoudite.

La première cause, à mon avis la plus profonde, et celle qui a vraiment réussi à unifier la population contre le régime, c'est l'aspiration à la liberté (encore plus que l'aspiration à la démocratie) et le refus de l'autoritarisme ainsi que de l'arbitraire du pouvoir. Mohamed Bouazizi est, pour moi, un symbole de cette révolution parce que, d'une certaine manière, il n'a pas de revendications politiques. Au départ, je ne sais pas quelles étaient ses opinions politiques, je ne sais pas s'il avait vraiment un point de vue sur le régime Ben Ali ; ce qu'il voulait, c'est pouvoir en tant que jeune qui avait quitté l'école sans passer le baccalauréat, qui ne trouvait pas de travail, et devient un marchand de quatre saisons, arrêter d'être harcelé par la police tous les jours. Et harceler de manière tout à fait arbitraire, c'est-à-dire que vous ne savez pas pourquoi la police va vous arrêter, pourquoi elle va vous confisquer votre étalage ou vous voler. L'arbitraire total de l'administration et de la police à l'égard du citoyen était une expérience quotidienne dans tout le monde arabe et était évidemment très fort dirigé contre toute tentative d'organisation politique, contre les organisations de défense des droits humains, contre les petites forces politiques tolérées d'opposition quand il y en avait, etc. L'arbitraire et la torture étaient très répandus comme instruments normaux de relation de la police avec les citoyens. En Égypte,

c'était connu que quand on était arrêté, quelle que fût la raison, on vous amenait dans un commissariat où, d'abord, on vous battait et ensuite, on vous interrogeait.

Il convient de mentionner également que les premières victimes de cet arbitraire, c'étaient les pauvres. Certes, les militants politiques ou les militants syndicaux subissaient l'arbitraire mais, à leur rencontre, il était d'une certaine manière « contrôlé », c'est-à-dire que le Gouvernement décidait qu'à un moment donné, on allait arrêter un militant syndical parce qu'il devenait trop dangereux. Par contre, l'arbitraire à l'égard des jeunes et notamment ceux des couches populaires était total parce qu'un policier décidait de s'en prendre à eux, sans raison.

Ce refus de l'arbitraire a été vraiment le ciment de la contestation de toutes les couches de la société, notamment en Tunisie et en Égypte, autour d'un mot d'ordre qui est celui de la « reconquête de la dignité ». On a beaucoup parlé de « révolution militaire », de « révolution internet ». Donc, on a l'impression que la révolution a été uniquement le fait des couches moyennes occidentalisées, ce n'est pas vrai. C'est un des éléments, mais c'est vrai aussi qu'en Tunisie, la révolution a commencé dans les régions les plus déshéritées et c'est vrai aussi en Égypte, même si on s'est focalisé sur la place Tahrir, parce que c'était à la fois le centre et là où les journalistes pouvaient se rendre. Cela n'a pas permis de se rendre compte que le mouvement avait lieu partout et qu'il ne mobilisait pas seulement les couches occidentalisées. Il ne faut donc pas croire que le mouvement était porteur de deux types de revendications : les couches moyennes réclamant une société occidentale démocratique et des couches populaires intéressées à pouvoir se nourrir quotidiennement. C'est la question de la liberté qui intéressait les gens qui descendaient dans la rue, et ce, de manière générale. En Syrie par exemple, la situation économique est très grave, mais l'aspiration à la liberté est générale, elle n'est pas le fait simplement des couches occidentalisées. Le mouvement est beaucoup plus large. En Égypte, dans la mobilisation de la place Tahrir et notamment dans la lutte contre les forces de police, les sup-

porters des deux principaux clubs de football du Caire qui, en général, s'affrontent entre eux, ont été un des éléments essentiels de défense des manifestants contre la police parce que, d'une certaine manière, leur haine de la police reflète justement la haine de cet arbitraire et que, du coup, les supporters de football se sont sentis concernés par ce qui se passait. La première cause de ces événements est donc, pour moi, l'aspiration à la dignité et à la liberté. Mais cela recouvre des choses très différentes. Il ne faut donc pas s'étonner qu'aujourd'hui, le mouvement se divise.

Le deuxième élément, la deuxième racine de ce mouvement, ce sont évidemment les questions économiques et sociales. Oui, le peuple égyptien a faim et cela a été un élément important du mécontentement et des mobilisations ouvrières en Tunisie et en Égypte. Sous la pression à la fois du Fonds Monétaire International, mais surtout de l'Union européenne, dans le cadre des accords méditerranéens, les pays arabes se sont « ouverts » au monde, ils étaient déjà ouverts, mais il y a eu une accélération de l'ouverture qui s'est traduite à la fois par une ouverture plus importante des marchés agricoles et par une privatisation du secteur public. C'était la grande thèse de l'Union européenne : il fallait ouvrir le pays. Les entreprises d'État devaient être privatisées. Le fait est que cette privatisation s'est réduite à l'accaparement des richesses nationales au profit d'une petite minorité liée au pouvoir politique. On a eu un processus qui est assez équivalent à ce qui s'est passé en Russie au lendemain de la chute de l'Union Soviétique, c'est-à-dire une privatisation qui était une vraie fausse privatisation, c'est-à-dire que les élites politiques se sont accaparé à prix modiques les entreprises d'État et ils se sont considérablement enrichis.

Le phénomène a touché tous les pays et une des choses intéressantes, c'est que ça a touché également la Syrie. Jusqu'en 2000, c'est un pays assez fermé du point de vue économique et puis, il y a eu une ouverture. C'était déjà le cas en partie en Égypte mais, en Syrie c'était un phénomène tout à fait nouveau. Donc, il y a eu privatisation et enrichissement au moment même

où, évidemment, on a obligé l'État à se désengager de sa fonction d'État-Providence qu'il avait presque partout dans le monde arabe, pas seulement dans les pays qui avaient choisi une voie « socialiste », mais aussi dans les autres. Les subventions aux produits de première nécessité, aux hôpitaux publics, à l'Éducation nationale ont donc, petit à petit, été laminées et les conséquences ont été catastrophiques. En 2008, quand il y a eu la flambée des prix agricoles, ça a eu des conséquences sur la consommation, mais ça a eu également comme conséquence d'accélérer un processus, qui existait déjà, de démantèlement du service public. Et, en Égypte par exemple, le budget de la santé correspondait à 1,5 % du budget national alors qu'en France, il est de 15 % ! Cela crée un système de santé à deux vitesses.

Cette différence entre l'enrichissement visible d'une partie de la population et l'appauvrissement de la grande masse a évidemment joué un rôle important et c'est intéressant de voir qu'en Égypte, dans les grèves qui se développent, une des revendications, c'est la renationalisation. On ne discute pas tant du principe que du fait que l'entreprise a été bradée, c'est-à-dire qu'on l'a vendue à 10 % de sa valeur à des gens qui étaient proches du régime.

Le troisième élément de ces révolutions arabes, c'est évidemment le rôle de la jeunesse et tout ce qui est lié aussi aux nouvelles technologies. Sur le rôle de la jeunesse, il faut savoir qu'on vit dans le monde arabe au sein de la région la plus jeune de la planète où le nombre des moins de 25 ans est le plus important. Ainsi, 60 % des Égyptiens n'avaient connu que Moubarak comme Président ! C'est donc une population très jeune. Dans le monde arabe, on est en train d'achever la transition démographique, c'est-à-dire le passage de familles de 5-6 enfants à des familles de 2. Mais arrivent à l'âge adulte les générations les plus nombreuses. En 2010, un million et demi d'Égyptiens ont fêté leurs 20 ans ! Dix millions de gens âgés entre 18 et 25 ans arrivent sur le marché du travail. Ils ne trouvent pas de travail ou uniquement des petits travaux ou alors un travail qui ne correspond pas à leur qualification. Même si le système éducatif est

en crise, il y a quand même globalement des générations qui sont mieux formées que leurs parents et qui ont d'autres aspirations. Et puis, il y a ceux aussi des générations qui sont plus ouverts sur le monde. Il n'y a pas qu'Internet et Facebook. L'élément le plus important du changement dans le monde arabe, ce sont plutôt les télévisions satellitaires, c'est-à-dire qu'à partir de la création des ondes « Al Jazeera » en 1996, arrive dans les foyers du monde arabe une télévision dans laquelle on débat de tous les problèmes publics. Avant, les gens n'avaient que la télévision d'État qui ne donnait que des informations parcellaires ou tronquées et qui était presque exclusivement consacrée au chef de l'État. À l'inverse, ces chaînes satellitaires ont une importante liberté de ton. D'une certaine manière, on voit à travers cette télévision ce qui se passe ailleurs et on peut comparer. Je crois que c'est très important. Il y a un processus d'individualisation des gens, c'est-à-dire le fait qu'à la fois, les gens sont mieux formés, les familles de plus en plus réduites qu'avant, une capacité pour chacun de s'informer, pour chacun de prendre position, etc. C'est un phénomène qui va toucher non seulement les rapports du citoyen à l'État, mais aussi les rapports du citoyen aux institutions, aux partis politiques et aux syndicats.

Auparavant, les partis d'opposition dans le monde arabe ne fonctionnent pas très différemment du parti officiel, c'est-à-dire qu'il y a un leader qui dirige depuis 20,30 voire 40 ans, complètement inamovible, une structure complètement pyramidale et patriarcale qui est maintenant en partie contestée. Bien sûr, elle ne va pas disparaître du jour au lendemain, mais je pense qu'Internet, les réseaux sociaux, la télévision satellitaire et l'individualisation favorisent cette remise en cause.

À partir de ces causes communes, on a des situations très différentes, car chaque pays a sa spécificité, sa propre histoire et les systèmes politiques ne sont pas les mêmes. La question confessionnelle, notamment au Proche-Orient (mais moins au Maghreb et en Égypte malgré la question copte), est centrale pour l'avenir de ces révolutions. On le voit en Syrie où l'existence de

confessions très différentes pose un problème d'autant plus difficile qu'au Proche-Orient, les confessions ne sont pas une identité religieuse mais une identité ethnoconfessionnelle.

Évidemment, la question qui vient à l'esprit un an après ces révolutions, c'est de savoir si elles vont être complètement détournées par la victoire des Islamistes ? J'ai essayé d'expliquer pourquoi, à mon avis, elles n'étaient pas finies, c'est-à-dire justement que la résistance du peuple en Syrie, comme au Yémen, comme à Bahreïn montre que nous ne sommes pas à la fin du processus. Mais évidemment, la question de la victoire des forces islamistes est importante d'autant qu'elle se confirme dans les élections à peu près démocratiques qui ont eu lieu en Tunisie et en Égypte.

Ceci étant, avant de se pencher sur les forces islamistes, il y a lieu d'évoquer la participation aux élections. En Égypte, il y aura sans doute trente millions de participants aux élections alors qu'en 2005, durant une élection un peu plus libre et un peu moins truquée que d'habitude, entre quatre et cinq millions de gens s'étaient mobilisés, là on est à trente millions ! Un an après la révolution, malgré tous les chaos, malgré le fait que sur le plan économique et social, rien ne s'est fait, etc., les gens sont convaincus qu'aller voter est important. Il n'y a pas du tout cette idée que « les élections, ce n'est pas important ». Une grande partie des gens ont été voter parce qu'ils pensent que leur vote est important, ils pensent qu'avoir un gouvernement responsable, c'est quelque chose d'important. Le deuxième élément important, c'est l'élimination des débris de l'ancien régime, en tout cas sur le plan politique. On pouvait craindre qu'en Égypte comme en Tunisie, les débris du Parti national démocratique de Moubarak ou du Rassemblement constitutionnel démocratique de Ben Ali allaient se réorganiser plus ou moins clandestinement et redevenir une force importante. Ils ont été balayés. On le voit bien en Égypte aujourd'hui où la situation est difficile avec l'armée, etc. : il n'y a plus de parti dominant, plus de parti officiel. La question du rapport entre l'armée et les forces politiques, en Égypte, est très compliquée mais l'armée n'a pas de parti officiel et cela limite beaucoup ses possibilités.

Évidemment, le troisième enseignement des élections, c'est la victoire des Islamistes de manière assez prévisible en Tunisie, dans le sens où les résultats n'ont pas surpris car les observateurs et les Tunisiens l'attendaient. Ce fut plus surprenant en Égypte puisqu'en gros, les frères musulmans ont fait 45 % des voix et le mouvement salafiste, 20 %.

Je voudrais dire quelques mots sur les Islamistes parce que c'est évidemment quelque chose de très important. D'abord pour dire que le terme est un terme qui est extrêmement vague et qui ne suffit pas à définir l'ensemble des forces politiques reprises sous ce vocable. Quand vous regardez la presse, on parle d'islamisme pour parler d'Al-Qaïda ou du Parti pour la justice et le développement (AKP) en Turquie, etc. Cela ne suffit pas pour définir ces forces. Ce qu'on peut dire, c'est que le courant essentiel est un courant lié à l'organisation égyptienne des Frères musulmans qui a été créée en 1928 et qui est la matrice de toutes les organisations islamistes, y compris les plus extrémistes. C'est une organisation qui a essaimé dans la plupart des pays arabes et qu'on peut définir comme conservatrice sur le plan social, libérale sur le plan économique et évidemment très conservatrice sur le plan des mœurs. En revanche, ce sont des organisations qui ont évolué et qui évolueront encore, confrontées qu'elles vont être ou qu'elles le sont à la politique. Les Frères musulmans sont à la fois une organisation caritative et une organisation de *Da'wa*, c'est-à-dire d'appel à l'islam, mais ne sont pas un parti politique. C'est une organisation qui a été confinée dans l'opposition, notamment en Égypte dans une légalité de facto et qui a eu cet avantage d'être à la fois une organisation d'opposition et d'être une organisation qui pouvait se passer d'avoir un programme puisque la toute-puissance revenait au Gouvernement qui gérât les affaires de l'État, donc ils pouvaient facilement dire l'« islam est la solution », ça n'engageait à rien et ça pouvait rassurer les gens. Là, ils sont confrontés à leur idéologie politique, à la question de leur entrée en politique (qui est une question récurrente en leur sein, et ce, depuis longtemps) et doivent donc déterminer quelles sont leurs orientations,

quel est leur rapport à la démocratie, si la souveraineté appartient au peuple ou à Dieu, etc.

Il faut dire que ces organisations qui sont entrées dans la bataille politique en Tunisie et en Égypte (mais c'est aussi le cas au Maroc), ce sont des organisations qui sont en tout cas passées d'une idée que la souveraineté appartient à Dieu (mais comme Dieu ne parle pas, elle appartient à ceux qui interprètent sa parole) à l'idée que la souveraineté appartient au peuple, c'est-à-dire qu'ils sont favorables aux élections, au multipartisme, à l'affrontement politique et qu'ils acceptent leurs éventuelles défaites lors des scrutins. Alors évidemment, d'aucuns se posent tout de suite la question de savoir si ce n'est pas un double langage ? Comme je le dis toujours (et cela fait sourire), moi, je ne connais pas beaucoup de politiques qui n'aient pas de double langage, ce n'est pas nécessaire d'aller dans le monde arabe pour le voir.

Mais ce qui est le plus important, ce n'est pas tellement le programme, c'est pourquoi il y a ce programme. Il faut bien comprendre qu'une partie importante des gens qui votent pour eux, ne votent pas pour une dictature islamiste comme celle des Talibans, ils votent pour eux parce que c'est la principale force d'opposition et parce qu'ils ont des réseaux caritatifs importants. Quand on interroge les gens, ils disent que les Frères musulmans sont présents, ils ont un programme et on va leur laisser une chance. Je crois que c'est important de comprendre que les gens qui votent pour eux, ne veulent pas l'application de la Charia ou d'un droit islamique dictatorial. En fait, la meilleure garantie sur la question des Frères musulmans et leur rôle, c'est la volonté populaire. En outre, ils sont divisés dans leurs rangs. Il ne faut pas croire qu'il n'y a qu'un seul courant au sein des Frères musulmans, ils sont par exemple divisés entre Frères musulmans et salafistes. En Égypte, ces derniers ont gagné essentiellement parce qu'ils ont une implantation populaire beaucoup plus importante, ce sont eux qui contrôlent les mosquées parce que les Frères musulmans en avaient été expulsés par le pouvoir. Les salafistes touchent donc davantage les couches populaires, les Frères musulmans, les couches moyennes inférieures. Il faut éga-

lement mentionner un financement des pays du Golfe à la fois des Frères musulmans et des salafistes. Entre la théorie salafiste et les discours électoraux, il y a également une marge. Comme vous le savez, le salafisme était très hostile aux chansons, à la musique, c'est une vision extrêmement rigoriste. Pourtant, durant la campagne électorale, ils avaient des clips avec chansons pour promouvoir leur parti. La politique nécessite de s'adapter aux règles du jeu. Cela ne signifie pas qu'il faille leur faire totalement confiance et cela ne veut pas dire qu'il n'y aura pas des mesures qu'ils prendront que nous considérerons comme des mesures rétrogrades, des mesures contre le droit des femmes, etc. Mais la situation est ouverte et il y a des possibilités d'expression d'opinions divergentes en leur sein. Ainsi, les Jeunes des Frères musulmans par exemple ont joué un rôle très important dans la révolution Tahrir, ils ont été très actifs, une partie a fait scission mais une partie reste dans l'organisation. Les Frères musulmans comme les autres partis politiques ne sont pas à l'abri des changements de la société, de cette ouverture sur le monde, etc. Maintenant, l'avenir dépendra évidemment de la capacité de toute la politique, de tout le mouvement social à se réorganiser et notamment le mouvement syndical, c'est-à-dire la capacité de passer d'un syndicat unique à des syndicats indépendants, de réor-

ganiser les luttes sociales et de reconstituer le réseau social. Mais compte tenu de ce que j'ai dit au départ sur l'aspiration de la population des pays arabes, je pense qu'en dehors de choses qui pèsent sur ces révolutions qui seraient soit un conflit régional (aujourd'hui avec l'Iran), soit des vraies guerres confessionnelles, je pense qu'on peut être optimiste. Il faut veiller à l'attitude que l'Europe adoptera dans la mesure où elle a des relations économiques importantes avec ces pays, qu'elle les a poussés à mener des politiques économiques et sociales désastreuses. D'autres types de relations devraient donc être envisagés. C'est aussi l'Europe qui doit accepter d'ouvrir des relations avec les forces islamistes, contrairement à ce qu'elle a fait avec le Hamas parce que c'est aussi un moyen de faire évoluer ces organisations. C'est aussi à nous, société civile, d'ouvrir le dialogue avec toutes les forces, y compris les Islamistes. Soixante-huit pour cent de la population a voté pour des partis, soit islamistes, soit ceux qui vont aller au gouvernement. Qu'on le veuille ou non, ils sont aussi une partie de la société civile. Il faut l'accepter. Ce ne sont pas forcément des interlocuteurs qu'on aurait choisis, mais ce sont ceux qu'ont choisis le peuple égyptien et le peuple tunisien. Et dialoguer avec eux sans concession, c'est aussi une manière d'agir sur la situation et de refuser des clivages trop simples.





# 3 Tunisie : les mouvements sociaux, dépossédés de leur Révolution ? Économie politique d'un régime et d'une révolution

Par Vincent LEGRAND – Professeur à l'Université catholique de Louvain (UCL)

Le 14 janvier 2011, le président Ben Ali fuyait son pays suite à une contestation massive des Tunisiens dont le déclenchement remonte à l'immolation par le feu, le 17 décembre 2010, de Mohamed Bouazizi, marchand ambulant de fruits et légumes en infraction à qui la police avait confisqué son outil de travail et sa marchandise<sup>1</sup> – immolation à laquelle il succombe le 4 janvier.

En reprenant le déroulement des événements à partir de leurs éléments déclencheurs, cette présentation fait apparaître d'emblée les acteurs sociaux au cœur des révoltes qui se sont progressivement muées en processus révolutionnaire, avec l'issue politique que l'on connaît et ses évolutions en cours, marquées par l'incertitude.

## Retour sur des troubles sociaux antérieurs

Ce n'est pas la première fois que la Tunisie, comme d'autres pays arabes, connaît des émeutes ou soulèvements d'importance. En janvier 1978, une grève générale, des émeutes et des manifestations furent durement réprimées. Les

années 1980 furent marquées par les Politiques d'ajustement structurel du FMI et leurs lourdes conséquences économiques et sociales pour la population, manifestées notamment par les « émeutes du pain » de 1984.

Plus récemment, en janvier 2008, une révolte éclatait dans le Bassin minier de Gafsa, suite à un concours d'embauche de la Compagnie des Phosphates de Gafsa (CPG), principal pourvoyeur d'emplois d'une région frappée par 30 % de chômage de la population active<sup>2</sup>. Les résultats du concours sont jugés truqués, des postes ayant été frauduleusement attribués à des gens de l'extérieur de la région. De jeunes chômeurs occupent alors le siège régional de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), situé à Redeyef, et le mouvement qui s'étend et durera plusieurs mois, est durement réprimé. On peut resituer d'emblée ces événements comme conséquences de l'évolution de l'économie politique caractérisant le régime tunisien : comme l'exposent Karine Gantin et Omeyya Seddik, jusqu'au milieu des années 2000, « *la stabilité de la région était obtenue avec une modeste redistribution des bénéfices énormes que génère l'industrie phosphatière, selon de subtils équilibres claniques et familiaux garantis par les dirigeants régionaux de la centrale syndicale et du parti au pouvoir, le Rassemblement constitutionnel démocratique* ».

1 Certains rapportent qu'il ne disposait pas d'autorisation officielle pour vendre sa marchandise, d'autres qu'il la vendait à un emplacement non autorisé (cf. Christophe Ayad, « *La révolution de la gifle* », Libération, Site web, 11 juin 2011; Nadia Marzouki, "Tunisia's Wall Has Fallen", MERIP, Site web, January 19, 2011).

2 Cf. Karine Gantin & Omeyya Seddik, « Révolte du « peuple des mines » en Tunisie », *Le Monde diplomatique*, juillet 2008, p. 11 ; A. Bennasr (*Equipe SYFACTE - Sfax*), « 1. Pourquoi Sidi Bouzid ? 1.1. Une chronologie des événements tunisiens », Collège international des sciences du territoire (CIST), Site web.

tique (RCD). Ces dirigeants étaient en même temps les représentants ou les interlocuteurs des principales tribus de la région, les Ouled Abid et les Ouled Bouyahia. La diminution progressive des ressources à redistribuer et la généralisation de la corruption, alors même que le cours international du phosphate flambe, ont rompu ces équilibres. La direction régionale de l'UGTT est devenue le centre d'une oligarchie qui ne fait plus bénéficier que ses amis et parents directs des miettes de la rente phosphatère. Elle est le représentant local le plus puissant de ce que les habitants ne voient plus que comme un pouvoir "étranger" injuste».<sup>1</sup>

Plus récemment encore, en août 2010, des émeutes éclataient à Ben Guerdane suite à la fermeture d'un point de passage entre la Tunisie et la Libye. Le pouvoir justifie cette décision en avançant la nécessité de contrôler le commerce transfrontalier informel (dont beaucoup de gens vivaient dans la région). En réalité, les Trabelsi (la belle-famille du président Ben Ali) « ont voulu contrôler cette activité juteuse dont une partie leur échappe en inaugurant une ligne maritime directe entre Sfax et Tripoli défiant toute concurrence ».<sup>2</sup>

### La nouveauté des troubles sociaux du « printemps » : de la révolte sociale à la contestation politique

Les troubles sociaux ne sont donc pas neufs. Ce qui est neuf, c'est que les révoltes plus récentes se sont transformées par leur ampleur en révolutions ou, à tout le moins, en processus révolutionnaires visant à faire tomber le régime et son dictateur : « Ben Ali, dégage ! »

Reprenons la trame des événements en nous référant au journal de bord tenu par le journaliste Olivier Piot, dépêché en Tunisie par *Le Monde diplomatique* du 6 au 13 janvier 2011<sup>3</sup>. Il s'y rend deux jours après le décès de Mohamed Bouazizi.

Le 7 janvier, le journaliste rencontre à Tozeur un délégué local de l'Union générale tunisienne du Travail (UGTT) : « Il n'y a aucune "instrumentalisation politique", comme l'a déclaré le pré-

sident le 28 décembre. Sidi Bouzid, Thala, Saïda, c'est simplement un ras-le-bol des jeunes face au chômage qui gangrène ce pays. » Le responsable syndical lui présente un rapport réalisé par le syndicat, intitulé « Développement économique à Sidi Bouzid : entre mythe et réalité - août 2010 » : « Près de 50 % de chômage chez les jeunes diplômés à Sidi Bouzid, indique-t-il. Et c'est comme ça dans tout le Centre, à l'Ouest et au Sud du pays. En fait, les seules régions épargnées sont les zones touristiques : Tozeur et la côte sahélienne. (...) Taux de scolarisation jusqu'au bac : 95 % ! C'est bien mais avec quels débouchés ? » La veille, ce sont les avocats qui ont fait une grève générale à Tunis et dans d'autres villes du pays. « *Les avocats, c'est bien mais ça ne suffira pas. Pareil pour les manifestations d'artistes et de professeurs qui ont eu lieu çà et là aujourd'hui. C'est toutes les écoles qui doivent bouger. Avec le syndicat, nous appelons à une grande grève des enseignants du primaire et du secondaire les 26 et 27 janvier.* » « *Dans trois semaines ?* », réagit le journaliste. Le syndicaliste lui répond : « *C'est long, oui. Je ne suis pas sûr que ce ne soit pas trop tard. Je l'ai dit aux dirigeants du syndicat mais ils sont très liés au pouvoir. Moi, j'ai le sentiment que d'ici là, on risque l'embrasement de tous les quartiers pauvres des villes du centre et du Sud.* »

Le journaliste poursuit son enquête le lendemain à Gafsa, au siège régional de l'UGTT. Il rapporte les propos d'une militante du Parti démocratique progressiste (PDP), une formation de l'« opposition légale »<sup>4</sup> : « *Y en marre que l'UGTT ne bouge pas ! C'est une trahison. Les Tunisiens s'en souviendront.* » « *La direction nationale de l'UGTT est corrompue depuis des années,* rétorque un autre militant du PDP : « *Il faut que, localement, nous les débordions en les forçant à organiser des rassemblements et à décréter la grève générale.* » « Jusqu'ici, la direction nationale du syndicat n'a pris aucune position officielle sur les événements de Tunisie », relate le journaliste : « Ici, à Gafsa, le scénario d'un « débordement » par la base est presque impossible, tant le dirigeant régional du syndicat a fait preuve d'allégeance au pouvoir cen-

1 Karine Gantin & Omeyya Seddik, *op. cit.*

2 A. Bennasr, *op. cit.*

3 Olivier Piot, « La semaine qui a fait tomber Ben Ali », *Blog du Monde diplomatique*, Site web, 19 janvier 2011.

4 Le régime autoritaire de Ben Ali avait à sa tête le RCD, parti dominant, aux côtés d'une opposition qualifiée de « légale », c'est-à-dire « tolérée » et servant largement de faire-valoir d'un pluralisme qui n'était que de façade.

tral. » « Si nous réussissons à mobiliser les mineurs, c'est tout le bassin qui peut basculer et faire tomber Ben Ali », assure le militant du PDP dernièrement cité, qui ajoute : « Derrière la question du chômage doit monter la dénonciation d'un régime liberticide, qui fonctionne comme une mafia depuis plus de vingt ans ». Comme l'analyse fort justement Olivier Piot, « dans ce cercle de militants associatifs, politiques et syndicaux, le ton est devenu clairement politique. La révolte sociale est en passe de se transformer en contestation politique du régime. »

Le même jour - 8 janvier -, à Regueb, des snipers postés sur le toit des immeubles auraient tiré dans la tête des jeunes leaders des émeutes<sup>1</sup>. « Comme une traînée de poudre, cette nouvelle fait le tour de la Tunisie, transmise par Facebook, les portables, portée par des milliers de courriers électroniques », relate le journaliste. La répression s'avive effectivement, causant toujours plus de morts et de blessés.

### Du soulèvement au niveau local aux niveaux régional et national

La direction nationale de l'UGTT condamne la répression policière, prend position pour la première fois en déclarant « légitime » le mouvement de jeunes et annonce qu'elle autorise certaines directions régionales, dont celle de Sfax, à organiser localement la « grève générale » dès le mercredi 12 janvier, qui s'avèrera être un succès<sup>2</sup>. « C'est une ville de bourgeoisie et de classe moyenne, explique un militant local de l'UGTT : « Mais là, les gens en ont marre. Les violences du régime contre les jeunes de Kasserine ou Sidi Bouzid ont fini par les exaspérer eux aussi. » Olivier Piot relate le témoignage d'une femme de cette classe moyenne qui a profité jusqu'ici de la bonne santé économique du pays : « C'est la première fois que je manifeste. Là, le régime va trop loin. Ce ne sont plus seulement les jeunes au chômage qui vont bouger mais tous les Tunisiens qui vont descendre dans la rue. Vendredi, on sera tous à Tunis. »

1 Fait relaté au journaliste Olivier Piot par un des deux militants du PDP de Gafsa. Des rapports d'Amnesty International et de Human Rights Watch relatent des témoignages faisant état de manifestants tués par des snipers dans plusieurs villes du pays durant la répression.

2 Olivier Piot, *op. cit.*

Le journaliste se rend dans la capitale. Il relate la conversation prémonitoire qu'il a eue le jeudi 13 janvier avec un chauffeur de taxi : « Demain, c'est la grève générale à Tunis. Tout le monde sera dans la rue. En tout cas, moi, j'y serai. Et je ne connais personne qui n'y sera pas. » « Est-ce la fin du régime de Ben Ali ? », interroge Olivier Piot. Le chauffeur n'hésite pas une seconde : « C'est fini, lâche-t-il, sombre. C'est fini cette fois. Fallait faire les choses plus tôt. C'est trop tard. Il ne fallait pas qu'il laisse le clan des Trabelsi [la famille de la seconde épouse du président Ben Ali, NDLR] piller le pays comme ils l'ont fait. Des banques, hôtels, sociétés de télécommunications, agences d'automobiles... Ils ont tout pris. C'est trop tard. Aucun Tunisien ne lui pardonnera plus. »

### De la dynamique spontanée au mouvement organisé

Avant de passer à l'analyse, relatons enfin plus en détail l'événement déclencheur à l'origine du mouvement. La police confisque au marchand ambulant de fruits et légumes Mohamed Bouazizi son matériel et sa marchandise. Celui-ci se rend au siège de la municipalité pour porter plainte. « On refuse de le recevoir. Personne ne veut l'écouter. Le jeune homme repart puis revient devant le bâtiment pour s'asperger d'essence et s'immoler par le feu en place publique. »<sup>3</sup> Ultime humiliation lors de l'interpellation, il aurait été giflé par une policière. On apprendra grâce au travail d'investigation du journaliste Christophe Ayad qu'il n'y a pas eu de gifle<sup>4</sup>. La mise en épingle de ce faux fait illustre le passage de la dynamique spontanée au mouvement organisé. Un responsable syndical de Sidi Bouzid raconte l'histoire de la fameuse gifle : « En fait, on a tout inventé moins d'une heure après sa mort. On a dit qu'il était diplômé chômeur pour toucher ce public, alors qu'il n'avait que le niveau bac et travaillait comme marchand des quatre-saisons. Pour faire bouger ceux qui ne sont pas éduqués, on a inventé la claque de Fayda Hamdi. Ici, c'est une région rurale et traditionnelle, ça choque les gens. Et de toute façon, la police, c'est comme les États-Unis avec le monde arabe : elle s'attaque aux plus faibles. » Le militant, relate Christophe Ayad, sort son téléphone de sa poche dans un sourire : « Ça,

3 *Idem.*

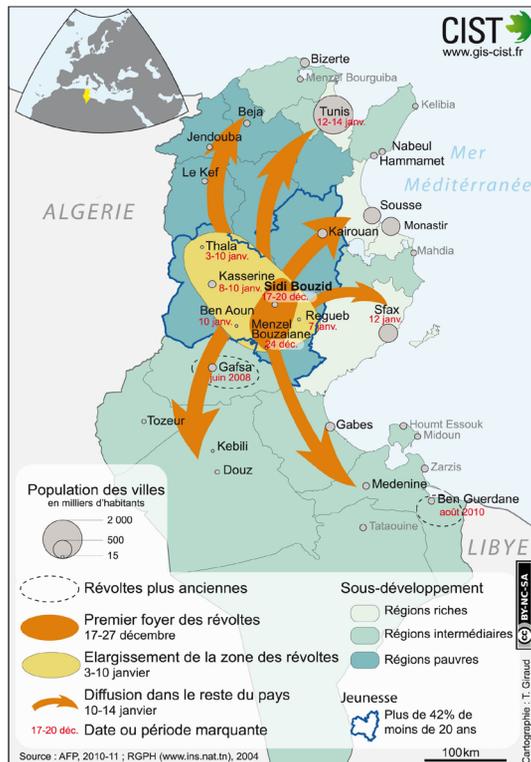
4 Christophe Ayad, *op. cit.*

*c'est le diable, c'est notre arme. Il a suffi de quelques coups de fil pour répandre la rumeur. De toute façon, pour nous, c'était un détail, cette claque. Si Bouazizi s'est immolé, c'est parce qu'on ne voulait pas le recevoir, ni à la mairie ni au gouvernorat.* » Le bouche-à-oreille s'est révélé d'une redoutable efficacité, commente le journaliste : l'après-midi même, quelque 2.000 personnes manifestaient devant le gouvernorat. « *On a compris ce jour-là, dans les yeux des policiers, que la peur avait changé de camp* », poursuit le syndicaliste. Le propre frère de la policière, Fawzi Hamdi, enseignant à Sidi Bouzid et militant de l'UGTT, aurait délibérément participé à l'intox : « *Ce qui comptait pour lui, c'était la lutte politique, l'efficacité. Il ne se doutait pas qu'elle en paierait les conséquences* » : trois mois et demi d'emprisonnement pour, notamment, « usage de la violence sans motif légitime », avant d'être finalement disculpée par le prononcé d'un non-lieu après la Révolution, le 19 avril.

On peut à ce stade relever deux points. Premièrement, il s'est donc agi au départ de révoltes spontanées progressivement accompagnées et investies par la base syndicale de l'UGTT, la direction centrale, inféodée au pouvoir, ne se ralliant au mouvement que dans sa phase finale tout en lui donnant l'ampleur d'une mobilisation massive déterminante dans l'issue du processus<sup>1</sup>. Deuxièmement, les révoltes sont parties des régions économiquement et socialement défavorisées du pays (la Tunisie du centre-ouest), avant de gagner progressivement les régions plus développées (le littoral, dont la capitale). « Pourquoi cela a éclaté ici ? Ce n'est pas par hasard », expose un responsable syndi-

1 L'Union générale tunisienne du Travail (UGTT) est un syndicat ayant le monopole de représentation des travailleurs salariés. Mis sous tutelle de l'Etat sous Bourguiba, il sera débordé par sa base dans les années 1970 avant d'être redomestiqué par le pouvoir. Suite à l'arrivée au pouvoir de Ben Ali en 1987, il connaîtra une certaine autonomie avant d'être remis sous la tutelle de l'Etat. Mais la direction centrale a souvent été débordée par l'action syndicale de la base et certaines fédérations régionales ont une capacité de mobilisation autonome. Ce n'est donc pas une simple courroie de transmission du pouvoir, mais, de manière plus complexe, le « maillon faible des agences de pouvoir » (Eric Gobe, « Syndicalismes arabes au prisme de l'autoritarisme et du corporatisme », in Etat des résistances dans le Sud - 2010 - Monde arabe, *Alternatives Sud*, 16 (2009) 4. CETRI / Syllepse, p. 169 ; qui se réfère à Michel Camau & Vincent Geisser, *Le syndrome autoritaire - Politique en Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003).

cal de Sidi Bouzid : « *Depuis les troubles dans le bassin minier de Gafsa, nous avons compris que le régime était vulnérable. Nous cherchions à transformer toutes les manifestations en occasion de protester contre le régime.* »<sup>2</sup> Dans cette optique, certains se sont indignés de l'appellation « Révolution du jasmin » (fleur des banlieues huppées de Tunis), la requalifiant « Révolution de la figue de barbarie »<sup>3</sup> (fruit d'un cactus emblématique de la Tunisie centrale, sèche et aride), tout comme le responsable syndical de Sidi Bouzid précité exprime sa colère contre l'« élite de Tunis », qui a kidnappé la révolution en parlant de « révolution du 14 janvier », date de la fuite de Ben Ali, au lieu de « révolution du 17 décembre », date de l'immolation par le feu de Mohamed Bouazizi<sup>4</sup>.



Source : Collège international des sciences du territoire (CIST) - A. Bennisr (Equipe SYFACTE - Sfax) & C. Grasland (CIST)<sup>5</sup>

2 Christophe Ayad, *op. cit.*  
 3 Michael Ayari & Vincent Geisser, « Tunisie : la Révolution des « Nouzouh » n'a pas l'odeur du jasmin », *Témoignage chrétien*, Site web, 25 janvier 2011. Ces auteurs se réfèrent à la journaliste franco-tunisienne Nabihha Gasmi et au militant politique Sadi Khiari.  
 4 Christophe Ayad, *op. cit.*  
 5 Source : [www.gis-cist.fr/index.php/main-sections/axes-de-recherche/geomedia/dossiers-du-cist/pourquoi-sidi-bouzid](http://www.gis-cist.fr/index.php/main-sections/axes-de-recherche/geomedia/dossiers-du-cist/pourquoi-sidi-bouzid).

## Des revendications d'ordre socio-économique et politique

Amenons un troisième point : on a pu décrire la première phase du soulèvement (dans les régions les plus défavorisées) comme porteuse de revendications plutôt d'ordre socio-économique, celles-ci ne prenant une tournure plus politique (démocratie, droits de l'Homme, Etat de droit) que dans un deuxième temps (dans les régions plus développées). Mais il apparaît, comme l'expose Béatrice Hibou, que les revendications économiques et sociales observées « sont éminemment politiques dans la mesure où elles remettent en cause un ordre ». Le décryptage de l'économie politique du régime Ben Ali permet, à cet égard, de comprendre en quoi les deux dimensions ne peuvent être séparées l'une de l'autre : c'est ce que les acteurs révolutionnaires ont exprimé, remettant en cause l'ensemble de l'ordre politique, économique et social, et demandant donc non seulement la chute de « la tête », mais, plus avant, de tout le « système - le « système RCD », le parti-Etat du régime. Comme l'expose Hamza Meddeb, il s'est agi pour ces populations en colère d'un véritable « passage au politique »<sup>2</sup>.

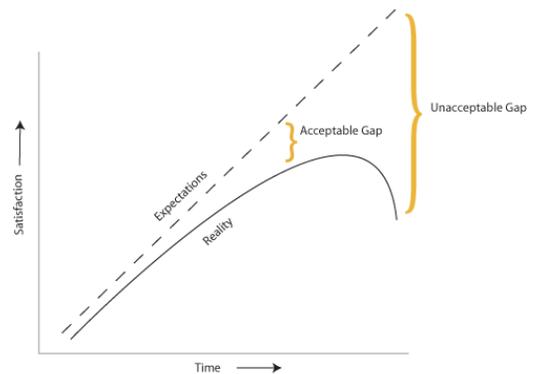
### L'économie politique du régime Ben Ali

De manière générale, les régimes autoritaires reposent sur des bases plus ou moins larges de la société, et non pas seulement sur des cliques ou des clans. Durant les premières décennies qui ont suivi les indépendances, les sociétés arabes ont pu consentir à une domination politique au caractère autoritaire plus ou moins affirmé dans

la mesure où le régime était capable de satisfaire leurs besoins, attentes et aspirations, surtout d'ordre socio-économique. C'est ce qui a été qualifié de « contrat social tacite » entre l'Etat arabe post-colonial et ses citoyens<sup>3</sup>.

Mais ce contrat est entré en crise. Nous sommes typiquement en présence d'une occurrence de la fameuse courbe en J de Davies, qui théorise le phénomène révolutionnaire surgissant d'un écart de plus en plus insupportable entre les attentes de la population et les capacités de l'Etat de répondre à celles-ci<sup>4</sup>. L'ironie est que l'Etat « en voie de développement » a lui-même produit la créature qui allait se retourner contre lui : il a accru les demandes dans les domaines socio-économiques et politiques par la hausse du niveau d'éducation mais est resté figé dans le « contrat social tacite » fonctionnel en un autre temps. Il a également suscité de fortes attentes par le discours officiel vantant le « miracle économique » tunisien, alors même que celui-ci s'épuisait<sup>5</sup>.

### Courbe en J de Davies<sup>6</sup>



Comment saisir la nature du régime Ben Ali et sa chute ? Les choses ne sauraient se réduire à une simple domination s'imposant par les

1 Béatrice Hibou, « Vers une autre représentation du politique ? », *Economia*, n°13, novembre 2011 - février 2012, p. 22.

2 Hamza Meddeb, « La course à el khobza », *Economia*, n°13, novembre 2011 - février 2012, p. 50. On pourrait, dans le cas d'espèce, discuter de la constitution d'une masse critique de *mécontents* se transformant en « *opposants* » au régime. Jean-Noël Ferrié distingue, en effet, les *protestataires* en quête de réparation d'une chose précise (par exemple, l'octroi d'un emploi) des *opposants déclarés*, qui forment « une proportion infime de la population » et profitent de l'occasion fournie par les premiers « pour poursuivre des buts politiques distincts ». Cf. Jean-Noël Ferrié, « Gouvernants et oppositions en Afrique du Nord », in *Etat des résistances dans le Sud - 2010 - Monde arabe*, *Alternatives Sud*, 16 (2009) 4, CETRI / Syllepse, pp. 223-226.

3 Bichara Khader, « Etat, démocratie et société civile dans le monde arabe », in *Etat des résistances dans le Sud - 2010 - Monde arabe*, *Alternatives Sud*, 16 (2009) 4, CETRI / Syllepse, p. 193.

4 James C. Davies, « Towards a Theory of Revolution », *American Sociological Review*, 27 (February 1962) 1, pp. 5-19.

5 Béatrice Hibou, « Tunisie ? Economie politique et morale d'un mouvement social », *Politique africaine*, n°121, mars 2011, p. 10.

6 Michael H. Glantz, 'Davies J-Curve Revisited', 27 June 2003 - [www.fragileecologies.com/jun27\\_03.html](http://www.fragileecologies.com/jun27_03.html).

seules forces de l'oppression et de la répression. Comment le « système » est-il entré en crise ? Comment est-il devenu « insatisfaisant » ? Béatrice Hibou nous invite à considérer deux niveaux dans ce phénomène : celui touchant au quotidien l'ensemble de la population et celui des hommes d'affaires alliés aux clans gravitant autour du président Ben Ali - ce second niveau produisant, par ailleurs, indirectement des effets sur l'ensemble de la société, non pas économiques mais plutôt de l'ordre du jugement moral et politique<sup>1</sup>.

Béatrice Hibou décrit l'économie politique tunisienne de la domination comme reposant sur des « arrangements » fondant un « pacte de sécurité » : l'accès aux ressources (un emploi, une bourse d'études...) était conditionné par un appui (favoritisme, népotisme...) et/ou la prébende. Cette économie a aussi été qualifiée d'« économie de la débrouille »<sup>2</sup>, dans laquelle l'inclusion par les marges passe « par la corruption des policiers, des fonctionnaires et surtout des membres du RCD »<sup>3</sup> : « la corruption protège, inclut, permet aux gens actifs d'entreprendre, de réussir ou tout simplement de vivre ou de survivre ; mais simultanément elle discipline et contrôle, elle normalise sous les traits de la participation à un système d'échange, de privilèges, de passe-droits qui n'englobe pas que les "grands", mais bien l'ensemble de la population »<sup>4</sup>.

Ce clientélisme fonctionne sur la base de « donnant-donnant » d'une telle ampleur que la corruption était généralisée. Notons que la crise majeure de régime affectant la Tunisie, mais aussi d'autres pays arabes, tient en partie à une crise de la redistribution clientéliste, engendrée par l'irruption de déséquilibres, comme l'illustre la dégradation de la situation socio-économique du Bassin minier de Gafsa évoquée dans l'introduction.

Tant que le « système » fonctionne bien, il rend la contrainte et la coercition acceptables. Comment celui-ci est-il devenu dysfonctionnel ? Il faut noter, en rapport avec le paragraphe

précédent, que ce système avait prétention à englober l'ensemble de la population. Mais la faille est qu'il n'a pas pu éviter les exclusions et les inégalités, les jeunes de l'intérieur du pays étant particulièrement relégués en dehors du « système »<sup>5</sup>. Des Tunisiens ont dit avoir découvert le « pays réel », celui qui se cachait derrière la « carte postale » du tourisme et du « miracle économique » du pays<sup>6</sup>.

Par ailleurs, la corruption et le racket ont cessé d'être considérés comme « normaux » et « acceptables » à partir du moment où ils ont commencé à empiéter sur la dignité des gens en leur volant non seulement leur pain mais surtout en leur « mangeant leur sueur »<sup>7</sup>, pour reprendre les termes de l'expression populaire tunisienne : le sentiment de brimade constante, de harcèlement, d'injustice et d'atteinte à la dignité, à l'estime de soi.

La dimension du malaise n'était donc pas seulement d'ordre matériel mais se ressentait également en termes sociaux de désir d'inclusion, de justice, de dignité, de « vie décente », de normalité (une vie « normale »)... de soif de reconnaissance : nous touchons ici à la question de la détérioration de la relation entre gouvernants et gouvernés, dans laquelle se mêlent les sentiments paradoxaux d'indifférence et d'abandon ou de mépris et d'humiliation de la part des autorités publiques, d'une part, et d'étouffement et de harcèlement policiers, d'autre part. Le tout cristallisant des sentiments de désespoir et d'indignité. De ce point de vue, un élément précipitant de l'amplification de la révolte fut, entre autres, la visite à l'hôpital, le 28 décembre 2010, du président Ben Ali au chevet de Mohamed Bouazizi, ressenti comme le comble de l'indécence.

1 Béatrice Hibou, *op. cit.* (mars 2011), pp. 18-20.

2 Hamza Meddeb, *op. cit.*, p. 48.

3 Béatrice Hibou, *op. cit.* (mars 2011), p. 20.

4 *Ibidem*, p.20.

5 *Ibidem*, p. 6.

6 Nous faisons ici écho à l'intitulé d'une des conférences annuelles sur la Tunisie organisées sous l'ère Ben Ali par le Cercle du Libre-Examen de l'Université libre de Bruxelles (ULB) : « Tunisie, regard derrière la carte postale, à quand une démocratie ? », 12 octobre 2010.

7 Cf. Hamza Meddeb, « L'ambivalence de la « course à « el khobza » ». Obéir et se révolter en Tunisie », *Politique africaine*, n°121, mars 2011, p. 49.

Le second niveau a trait à la prédation des « clans » en haut lieu, touchant les hommes d'affaires alliés à ceux-ci<sup>1</sup>. Les « clans », composés de membres de la famille et de la belle-famille du président Ben Ali, ont ponctionné les activités économiques en profitant de leur position de pouvoir politique en monopolisant la fonction d'intermédiation dans les privatisations, les opérations d'import-export, l'accès aux marchés publics, en obtenant par la contrainte des parts de capital dans les affaires...

On peut, en passant, noter que ces évolutions de l'économie au niveau local prennent place dans le cadre mondial de la globalisation économique, produisant, dans ce contexte, non pas des libéralisations compétitives mais des privatisations monopolistiques de l'État et de ses ressources, les prédatons y entraînant la constitution de fortunes outrancières par les détenteurs du pouvoir politique et leur entourage qu'ils favorisent (famille, belle-famille, « clans », « copains »...), illustrant le passage, selon l'expression consacrée de Bichara Khader, d'une « économie du plan à une économie du clan ».<sup>2</sup>

La population dans son ensemble n'est pas directement touchée par cette prédation de second niveau, mais « l'impudence de la "famille" et l'immoralité de son comportement ont été vécues par tous comme un manque de respect, une conception indigne de l'État »<sup>3</sup>, une atteinte au sens commun de la morale publique. Elles ont touché les représentations partagées du « bien public » et ont été vécues comme des atteintes à des principes fondamentaux tels que la justice, l'équité et un traitement égal pour tous<sup>4</sup>.

J'ai coutume de dire que Bourguiba et Nasser n'étaient pas moins autoritaires que Ben Ali et Moubarak, mais au moins n'ont-ils pas profité de leur position de pouvoir politique autocratique pour s'enrichir personnellement (outre le fait qu'ils bénéficiaient, bien entendu, d'une légitimité en tant que « pères » de ces jeunes États

issus de la décolonisation et étaient dotés d'un grand charisme personnel). D'où, ce sentiment de colonisation intérieure au sein de ces populations, qui se sentent « dépossédées » de leur propre pays par des leurs. C'est une dimension, parmi d'autres (comme la « simple » demande d'alternance du pouvoir), du slogan « Ben Ali, dégage ! », qui a essaimé dans d'autres pays du « printemps arabe ».

### L'échec de la réponse du pouvoir à la contestation

Le recours à une féroce répression policière ne parvenant pas à calmer la situation, le président Ben Ali sort de son silence le 28 décembre 2010 en prononçant un discours télédiffusé, dans lequel il dénonce, comme évoqué plus haut, l'« instrumentalisation politique » des troubles sociaux<sup>5</sup>. Il procède, dans la foulée, à un léger remaniement gouvernemental. Dans un deuxième discours, prononcé le 11 janvier 2011, il s'engage notamment à la création de 300.000 emplois d'ici la fin 2012. Dans un troisième discours qu'il tient le 13 janvier, il reconnaît la nature politique de la contestation et s'engage notamment à ne pas se représenter pour un nouveau mandat présidentiel dans le cadre des élections prévues en 2014<sup>6</sup>. Ces réactions révèlent combien le président Ben Ali n'a pas compris l'ampleur ni la profondeur du mouvement de contestation. Ou qu'il s'en rend compte seulement maintenant : le lendemain, le 14 janvier, il s'enfuit effectivement du pays, gagnant l'Arabie Saoudite.

Un gouvernement d'union nationale est alors formé, incluant des membres de l'« opposition légale », quelques membres de l'UGTT et un blogueur. Ce nouveau gouvernement n'apaise pas la contestation, en raison du maintien de la présence de membres du RCD en son sein. Certains d'entre eux ne démissionnent pas de leur poste ministériel, mais du parti. Rien n'y fait. Et finalement, les membres du gouvernement issus de l'UGTT démissionnent de leur poste ministériel pour répondre au mécontentement de la rue<sup>7</sup>.

1 Béatrice Hibou, *op. cit.* (mars 2011), pp. 18-19 ; qui se réfère aux travaux de Sadri Khiari, Amin Allal et Hamza Meddeb.

2 Bichara Khader, « La mise en place et la crise du système autoritaire dans le monde arabe », *PapiersIEMed*, n8, novembre 2011, p. 21.

3 Béatrice Hibou, *op. cit.* (mars 2011), p. 19.

4 Idem.

5 Cf. Christophe Ayad, « Ben Ali face à la révolte de la rue tunisienne », *Le Temps*, Site web, 6 janvier 2011.

6 Nadia Marzouki, *op. cit.*

7 Cf. « Tunisia ministers quit government as protests resume », *BBC News*, January 18, 2011; Nadia Marzouki, *op. cit.*

## Le défi de la traduction politique des attentes exprimées par les mouvements sociaux

Le décryptage de l'économie politique du régime Ben Ali, des révoltes et des aspirations révolutionnaires et l'échec du pouvoir à répondre à la contestation ont indirectement introduit la question de la traduction politique des demandes, griefs, revendications et aspirations politiques, économiques et sociales dans le processus politique en cours, avec, notamment, la nouvelle donne issue des élections d'octobre 2011. Nous tenterons de répondre ici à la question posée dans le titre de cette contribution : « les mouvements sociaux ont-ils été déposés de leur Révolution ? »

L'issue politique à la hauteur de la crise et augurant d'un changement de régime démarre avec la mise sur pied d'un Conseil de l'Instance supérieure pour la réalisation des objectifs de la Révolution, de la réforme politique et de la transition démocratique. Des élections sont prévues en vue de former un nouveau Parlement et un nouveau gouvernement, mais aussi une assemblée constituante, chargée de rédiger une nouvelle Constitution.

Les élections se soldent par la victoire du Parti islamiste Ennahdha, qui remporte plus de 40 % des sièges au Parlement. Comme ils n'ont pas été des acteurs majeurs de la mobilisation, certains se sont écriés : « Nous avons été déposés de notre Révolution ! »

Pour traiter cette question de manière nuancée, il faut procéder en plusieurs étapes. Tout d'abord, il y a effectivement le constat que les acteurs qui ressortent vainqueurs du processus électoral, ne sont pas les acteurs qui ont fait la Révolution. Alors que les soulèvements ont mis les jeunes à l'avant-scène, on retrouve en figures de proue à l'issue des scrutins de vieux routards de la politique, certes de l'opposition, notamment de celle qui était en exil.

Dans un deuxième temps, il faut préciser que le processus politique qui a pris place, est un processus électoral et partisan : tous les acteurs sociaux de la « société civile » organisée ont-ils vocation à entrer en politique par cette voie ? Les blogueurs, les syndicalistes, le « simple ci-

toyen » n'ont-ils pas pu entrer dans le processus politique postrévolutionnaire par la voie électorale et partisane (par manque de temps, de préparation, d'expérience, de financement...) ou bien ne l'ont-ils tout simplement pas voulu ? N'avons-nous pas affaire ici à une certaine « division du travail » en politique ? Il apparaît que les manifestants se sont précisément présentés avec une posture citoyenne, non politisée au sens partisan du terme, avec des revendications notamment de libertés civiles fondamentales.

En relation avec cette « division du travail », si c'est bien de cela qu'il s'agit, le défi à relever est le suivant : ce sont les nouveaux détenteurs du pouvoir politique en tant qu'élus et représentants du peuple qui devront rencontrer les demandes économiques, sociales et politiques des citoyens qui les ont portés au pouvoir. Et, dans une logique démocratique d'alternance du pouvoir, éventuellement les sanctionner à la prochaine échéance électorale. À cet égard, les Islamistes, à qui (à tort ou à raison) on a fait des procès d'intention en les érigeant en épouvantails justifiant le maintien de régimes autoritaires remparts contre l'intégrisme islamique, seront à présent jugés sur pièce, au vu des politiques effectives qu'ils sont à présent appelés à mener.

Ce qui ressort des motivations de vote, c'est que les électeurs ont voté pour Ennahdha, le Congrès pour la République (CPR) et Ettakattol<sup>1</sup> parce que ces gens leur sont apparus comme honnêtes et intègres. Le vote islamiste (notamment du point de vue de l'électorat) n'est pas un phénomène religieux mais bien un phénomène sociopolitique. Certes, il se fonde idéologiquement sur un référent religieux mais même celui-ci semble mis en veilleuse, sa rhétorique étant de plus en plus sécularisée, axée sur les questions économiques, sociales et politiques à traiter. Quoi qu'il en soit, les électeurs « testent » en tant qu'alternative politique les Islamistes, qui tiennent un discours de moralisation politique dans le registre de la justice et disposent d'un capital de virginité politique et de sympathie

<sup>1</sup> Forum démocratique pour le travail et les libertés (FDTL), dit « Ettakattol ».

pour avoir été parmi les plus durement réprimés par l'ancien régime.

Élément important : en raison du mode de scrutin proportionnel, les Islamistes ayant recueilli une majorité relative des voix (quelque 40 %), ont obtenu une majorité relative des sièges à pourvoir. Ils doivent donc composer avec d'autres forces politiques pour former une majorité gouvernementale. Deux partis vont s'adjoindre à Ennahdha pour former ce qui sera appelé la « troïka » : le CPR, dont le leader Moncef Marzouki obtient la Présidence du pays, et Ettakattol, dont le leader Mustafa Ben Jaafar obtient la Présidence de la Constituante. À Ennahdha est attribué le poste de Premier Ministre, en la personne de Hamadi Jebali.

Le CPR et Ettakattol sont des partis de tendance « laïque »<sup>1</sup> et certains, dans ce secteur du spectre politique tunisien, se sont insurgés contre cette alliance avec le parti islamiste qu'ils considèrent « contre nature »<sup>2</sup>. Mais ces deux partis et leurs leaders, ancrés dans la tendance « laïque », sont également des partis d'ouverture aux Islamistes - une ouverture qui ne date pas d'hier, mais qui s'est forgée au fil du temps dans l'opposition commune au régime de Ben Ali, incarnée notamment par le rapprochement entre Moncef Marzouki (CPR) et Rached Ghannouchi, le leader d'Ennahdha. Ceci est aussi une dimension importante du processus en cours. La Tunisie est souvent considérée, par rapport à d'autres pays arabes (comme l'Égypte, la Syrie, le Liban...), comme un pays très homogène : majorité musulmane sunnite, largement arabe (peu de berbères)... Outre les disparités régionales au plan socio-économique, c'est oublier que le pays connaît un clivage « laïc-islamiste » fondé sur

un double héritage : un héritage arabo-musulman issu de l'Histoire dans la longue durée et un héritage occidental issu de la colonisation et de l'évolution postcoloniale de la société en termes de classes et de milieux sociaux. L'enjeu est donc, également en Tunisie, de refonder le pacte social en bâtissant un régime pluraliste pour une société plurielle<sup>3</sup> - un enjeu d'autant plus crucial que l'assemblée parlementaire issue des élections est également une assemblée constituante. Comme l'écrivait alors l'opposant Moncef Marzouki<sup>4</sup> ; devenu président de la République tunisienne postrévolutionnaire :

*« L'hétérogénéité des sociétés arabes est le produit de son histoire. Elle ne peut pas plus se débarrasser de sa partie conservatrice, héritage de quatorze siècles de Culture, qu'elle ne peut se débarrasser de sa partie moderniste, fruit de son contact avec l'Occident. Il n'y a que de dangereux fous pour vouloir éliminer ou assujettir indéfiniment telle ou telle partie de cette constitutive et insécable hétérogénéité. Il n'y a pas d'autre solution pour la paix en Algérie ou dans tous les autres pays arabes que les libertés et l'intégration de toutes les contestations, dont l'islamique, dans un jeu politique démocratique, certes risqué mais dont on ne pourra faire l'économie qu'au prix de la répression et de la guerre civile. »*

*Quid maintenant de la frange extrémiste du spectre islamiste ? À l'évidence, elle ne peut être « convertie » ou arrimée à l'attelage démocratique. Le courant intégriste et violent doit être combattu sur le plan des idées pour l'inefficacité prouvée de son programme. Il doit l'être sur le plan politique comme n'importe quel mouvement antidémocratique. La démocratie a le droit et le devoir de se défendre mais dans le respect de ses propres valeurs et lois, autrement elle ne serait pas digne d'être aimée, respectée et défendue. Si les démocrates doivent rejeter ce courant, ce n'est pas parce qu'il se réclame de l'islam mais parce qu'il est gros du totalitarisme le plus destructeur. La responsabilité des démocrates arabes est donc de tirer vers le centre, je dirais presque de « convertir » à la démocratie le maximum de composantes de l'islamisme modéré. Si nous ne voulons pas tourner en rond, il nous faut bien admettre que la démocratie arabe ne se*

1 Encore faudrait-il préciser ce que signifie le référent « laïc » dans le contexte tunisien. Il vaudrait sans doute mieux parler de « séculier » (en anglais, secular). La laïcité suppose l'autonomie du religieux et du politique. Or, la « laïcité » à la turque ou à la tunisienne a plutôt été celle d'une domination du politique sur le religieux, celui-ci étant considéré comme potentiellement dangereux et devant donc être mis sous contrôle. Voir notamment les travaux de Franck Fregosi.

2 Gaëlle Le Roux, « Elections du 23 octobre : les progressistes redoutent des alliances contre nature », France 24, 12 octobre 2011 - [www.france24.com/fr/20111011-tunisie-election-assemblee-constituante-progressistes-islamistes-pdp-ennahda-fdtl-ettakattol-alliances-constitution](http://www.france24.com/fr/20111011-tunisie-election-assemblee-constituante-progressistes-islamistes-pdp-ennahda-fdtl-ettakattol-alliances-constitution).

3 Vincent Iegrand, « L'enjeu des élections tunisiennes : un régime pluraliste pour une société plurielle », 23 octobre 2011, [www.rtbfb.com/info/opinions](http://www.rtbfb.com/info/opinions).

4 Moncef Marzouki, *Le mal arabe - Entre dictatures et intégrismes : la démocratie interdite*, Paris, L'Harmattan, 2004, pp. 144-147.

*fera pas contre l'islam, mais avec lui, plus exactement avec ses représentants les plus ouverts qui sont à la fois la chance de l'islam et celle de la démocratie.»*

Cette volonté de synthèse, de rapprochement et de compromis n'est pas nouvelle et ne repose pas sur des vœux pieux, comme l'a démontré la rencontre d'Aix-en-Provence de mai 2003, lors de laquelle des opposants tunisiens de tendances laïque et islamiste ont signé un document commun - qui deviendra la Déclaration de Tunis du 17 juin 2003 - un texte de « compromis sans compromissions », pour reprendre les termes de Moncef Marzouki, dans lequel « les démocrates non dogmatiques, dont des représentants de l'extrême gauche, reconnaissent le droit des Tunisiens à leur identité nationale et religieuse »; quant aux « Islamistes éclairés », ils « reconnaissent, eux, leur droit à un régime démocratique et à ses principes de base, dont l'égalité complète, notamment entre les deux sexes »<sup>1</sup>. La démarche repose sur un véritable pari : celui des évolutions idéologiques du parti islamiste dont le leader, Rached Ghannouchi, répète à l'envi l'adhésion aux valeurs démocratiques, au pluralisme, au respect des droits de l'Homme, à l'alternance du pouvoir... Comme évoqué plus haut, soupçonnés depuis longtemps de double langage couplé à un agenda masqué, les Islamistes ont à présent l'occasion, pour la première fois, de prouver leur bonne foi - ou de décevoir - dans l'exercice du pouvoir. Un pouvoir qu'en tant qu'islamo-démocrates en devenir sur le mode de la démocratie chrétienne en Occident (?), ils devront partager avec des démocrates de tendance laïque.

Autre dimension de cette problématique, comme l'a avancé Jean-François Bayart, la question n'est pas tant ce que les Islamistes *veulent* faire mais bien ce qu'ils *peuvent* faire<sup>2</sup>. Ces acteurs sont, en effet, soumis à des contraintes intérieures liées à la société tunisienne elle-même : nul doute que toute régression quant aux droits acquis de la femme tunisienne sous

l'ère Bourguiba ne sera pas tolérée, la mobilisation du secteur « laïc » de la société - et au-delà - étant fortement prévisible. Par exemple, par rapport au voile islamique, la question en Tunisie n'est pas tant de l'imposer ni de l'interdire (ce qu'une tendance laïciste a pu produire, à l'instar de la Turquie marquée par l'héritage kémaliste), mais bien de garantir le droit aux femmes de le porter ou de ne pas le porter, selon leur choix personnel. Une contrainte extérieure est celle des revenus du tourisme : comment interdire la consommation d'alcool dans un pays dépendant à ce point du tourisme occidental ?

Au-delà de cet enjeu politique majeur pour la société tunisienne, l'autre défi à relever est d'ordre socio-économique, en lien notamment avec les clivages interrégionaux en termes d'écart et de disparités de développement. La lutte contre le chômage figure au premier chef des attentes et des préoccupations des Tunisiens<sup>3</sup>. Dans certaines régions, celui-ci atteint, chez les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur, le taux de 40%. Structurellement également, si Ben Ali est tombé, son régime, dans ses dimensions socio-économiques, est-il tombé? Là aussi, le démantèlement des mécanismes de corruption et de captation privative des richesses sous couvert de pseudo-libéralisation, bref l'instauration d'un véritable État de droit au plan économique, demeure un gigantesque défi à relever par les futurs gouvernements à venir.

<sup>1</sup> Ibidem, pp.143-144

<sup>2</sup> Jean-François Bayart, « La Tunisie vue de l'ouest, ou le trompe-l'œil électoral », *Mediapart*, 24 octobre 2011 - <http://blogs.mediapart.fr/blog/jean-francois-bayart/241011/la-tunisie-vue-de-louest-ou-le-trompe-loeil-electoral>.

<sup>3</sup> Selon le sondage « Opinionway Tunisia » publié en septembre 2011 par l'Observatoire tunisien de la transition démocratique (pour la Fondation Hanns Seidel et en partenariat avec Nessma et Le Maghreb), la lutte contre le chômage arrive en première place, pour 62% des sondés ; suivent la lutte contre la corruption (43%), la sécurité des biens et des personnes (42%), la défense des libertés (26%), l'éducation et la formation (24%), la place de la religion dans la société (21%), les droits des femmes (15%) et les relations tuniso-lybiennes (15%). Source : [www.scribd.com/doc/66920997/OpinionWay-Tunisia-Transition-democratique-en-Tunisie](http://www.scribd.com/doc/66920997/OpinionWay-Tunisia-Transition-democratique-en-Tunisie).

## Conclusion

Ce 5 janvier 2012, plus d'un an après l'immolation par le feu de Mohamed Bouazizi à Sidi Bouzid, qui a déclenché le processus révolutionnaire menant à la Tunisie post-Ben Ali, un homme a recouru à la même manifestation de détresse dans le Gouvernorat de Gafsa. Il faisait partie d'un groupe de chômeurs qui faisait un sit-in devant celui-ci. Trois ministres (Affaires sociales, Industrie, Emploi) rendaient visite dans cette ville pour se rendre compte de la situation dans la région, ravagée par le chômage et secouée par les troubles sociaux. Il aurait demandé à rencontrer la délégation ministérielle, n'aurait pas reçu de réponse et se serait alors « arrosé d'essence et [...] enflammé, sans rien dire », selon un témoin<sup>1</sup>. C'est dire une nouvelle fois le rôle joué par le déni relationnel entre gouvernants et gouvernés. Les immolations par le feu qui se produisent régulièrement en Tunisie, mais aussi en Algérie et d'autres pays arabes, se produisent toujours dans l'espace public et devant des institutions publiques (administrations...) : des signaux de détresse explicitement adressés à des cibles bien identifiées...

L'ampleur des problèmes à traiter en matière socio-économique est donc gigantesque, que ce soit en situation de régime autoritaire ou de régime démocratique mais l'on a vu combien l'économie et le politique sont inextricablement liés à cet égard. Au plan plus strictement politique des libertés fondamentales, l'ampleur et la profondeur de la contestation et de la demande de changement laissent penser que la société tunisienne ne laissera pas se réinstaller une dictature, de quelque bord que ce soit. La force de la mobilisation augure de son éventuel rôle de garde-fous. En cas de dérapage, les Tunisiens redescendront à coup sûr dans la rue, comme ils l'ont fait en janvier 2011, pour se mobiliser en masse pour leurs droits fondamentaux, leur bien-être économique et leur dignité.



<sup>1</sup> « Un homme s'immole par le feu en Tunisie », *Le Monde*, Site web, 5 janvier 2012.

## Références bibliographiques

- ALLEN Michael, « Tunisian unions eclipsing parties as democratizing force? », *Democracy Digest*, January 21, 2011 - [www.demdigest.net/blog/2011/01/tunisian-unions-eclipsing-parties-as-democratizing-force-2/](http://www.demdigest.net/blog/2011/01/tunisian-unions-eclipsing-parties-as-democratizing-force-2/)
- L'Année du Maghreb*, 2009, CNRS, Dossier « S'opposer au Maghreb »
- AYAD Christophe, « La révolution de la gifle », *Libération*, 11 juin 2011 - [www.liberation.fr/monde/01012342664-la-revolution-de-la-gifle](http://www.liberation.fr/monde/01012342664-la-revolution-de-la-gifle)
- AYARI Michael & Vincent GEISSER, « Tunisie : la Révolution des « Nouzouh » n'a pas l'odeur du jasmin », *Témoignage chrétien*, 25 janvier 2011 - [www.temoignagechretien.fr/ARTICLES/International/Tunisie-la-Revolution-des-%C2%ABNouzouh%C2%BB\\*-n%E2%80%99a-pas-l%E2%80%99odeur-du-jasmin/Default-3-2370.xhtml](http://www.temoignagechretien.fr/ARTICLES/International/Tunisie-la-Revolution-des-%C2%ABNouzouh%C2%BB*-n%E2%80%99a-pas-l%E2%80%99odeur-du-jasmin/Default-3-2370.xhtml)
- BEN HAMMOUDA Hakim, *Tunisie : Économie politique d'une révolution*, De Boeck, 2012
- BENNASR A. (*Equipe SYFACTE - Sfax*), « 1. Pourquoi Sidi Bouzid ? 1.1. Une chronologie des événements tunisiens », Collège international des sciences du territoire (CIST) - [www.gis-cist.fr/index.php/main-sections/axes-de-recherche/geo-media/dossiers-du-cist/pourquoi-sidi-bouzid/2-une-chronologie-des-evenements-tunisiens](http://www.gis-cist.fr/index.php/main-sections/axes-de-recherche/geo-media/dossiers-du-cist/pourquoi-sidi-bouzid/2-une-chronologie-des-evenements-tunisiens)
- BAYART Jean-François, « La Tunisie vue de l'ouest, ou le trompe-l'œil électoral », *Mediapart*, 24 octobre 2011 - <http://blogs.mediapart.fr/blog/jean-francois-bayart/241011/la-tunisie-vue-de-louest-ou-le-trompe-loeil-electoral>
- BURGAT François, *L'islamisme au Maghreb : la voix du Sud*, Paris, Payot & Rivages (Coll. « Petite bibliothèque Payot », n°241), 1995
- CAMAU Michel & Vincent GEISSER, *Le syndrome autoritaire - Politique en Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003
- DAVIES James C., « Towards a Theory of Revolution », *American Sociological Review*, 27 (February 1962) 1, pp. 5-19
- FERRIE Jean-Noël, « Gouvernants et oppositions en Afrique du Nord », in État des résistances dans le Sud - 2010 - Monde arabe, *Alternatives Sud*, 16 (2009) 4, CETRI / Syllepse, pp. 209-228

- GEISSER Vincent & Eric GOBE, « Des fissures dans la « Maison Tunisie » ? Le régime de Ben Ali face aux mobilisations protestataires », *L'Année du Maghreb*, 2005-2006, CNRS
- GANTIN Karine & Omeyya SEDDIK, « Révolte du « peuple des mines » en Tunisie », *Le Monde diplomatique*, juillet 2008
- GANTIN Karine, « Tunisie : des luttes renouvelées pour des droits inextinguibles », in État des résistances dans le Sud - 2010 - Monde arabe, *Alternatives Sud*, 16 (2009) 4, CETRI / Syllepse, pp. 41-48
- GLANTZ Michael H., 'Davies J-Curve Revisited', 27 June 2003 - [www.fragileecologies.com/jun27\\_03.html](http://www.fragileecologies.com/jun27_03.html)
- GOBE Eric, « Corporatismes, syndicalisme et dépolitisation », in Elizabeth Picard (dir.), *La politique dans le monde arabe*, Paris, Armand Colin, 2006
- GOBE Eric, « Syndicalismes arabes au prisme de l'autoritarisme et du corporatisme », in État des résistances dans le Sud - 2010 - Monde arabe, *Alternatives Sud*, 16 (2009) 4, CETRI / Syllepse, pp. 155-174
- HAMZAOUI Mejed, « Tunisie - La révolte des exclus de la mondialisation », *La Revue Nouvelle*, 66 (avril 2011) 4, pp. 35-40
- HIBOU Béatrice, *La force de l'obéissance : économie politique de la répression en Tunisie*, Paris, La Découverte, 2006
- HIBOU Béatrice (dir.), *La privatisation des Etats*, Paris, Karthala, 1999
- HIBOU Béatrice (coord.), « Mouvements sociaux : Refus de l'économisme et retour du politique », *Economia*, n°13, novembre 2011 - février 2012, pp. 19-58
- HIBOU Béatrice, « Vers une autre représentation du politique ? », *Economia*, n°13, novembre 2011 - février 2012, pp. 21-26
- HIBOU Béatrice, « Tunisie ? Economie politique et morale d'un mouvement social », *Politique africaine*, n°121, mars 2011
- KHADER Bichara, *La Tunisie : est-ce l'hirondelle qui annonce le printemps arabe ?*, CPCP / CEPSS, février 2011
- KHADER Bichara, « La mise en place et la crise du système autoritaire dans le monde arabe », *PapiersIEMed*, n°8, novembre 2011
- KHADER Bichara, « Etat, démocratie et société civile dans le monde arabe », in État des résistances dans le Sud - 2010 - Monde arabe, *Alternatives Sud*, 16 (2009) 4, CETRI / Syllepse, pp. 193-207
- LAMLOUM Olfa & Bernard RAVENEL (dir.), *La Tunisie de Ben Ali - La société contre le régime*, Paris, L'Harmattan («Les Cahiers de Confluences»), 2002
- LEGRAND Vincent, « L'enjeu des élections tunisiennes : un régime pluraliste pour une société plurielle », 23 octobre 2011 - [www.rtbfbf.be/info/opinions/detail\\_l-enjeu-des-elections-tunisiennes-un-regime-pluraliste-pour-une-societe-plurielle?id=6968703](http://www.rtbfbf.be/info/opinions/detail_l-enjeu-des-elections-tunisiennes-un-regime-pluraliste-pour-une-societe-plurielle?id=6968703)
- MARZOUKI Moncef, *Le mal arabe - Entre dictatures et intégrismes : la démocratie interdite*, Paris, L'Harmattan, 2004
- MARZOUKI Nadia, "Tunisia's Wall Has Fallen", *MERIP*, January 19, 2011 - [www.merip.org/mero/mero011911](http://www.merip.org/mero/mero011911)
- MEDDEB Hamza, « La course à el khobza », *Economia*, n°13, novembre 2011 - février 2012, pp. 48-50
- MEDDEB Hamza, « L'ambivalence de la « course à « el khobza » ». Obéir et se révolter en Tunisie », *Politique africaine*, n°121, mars 2011
- PIOT Olivier, *La révolution tunisienne - Dix jours qui ébranlèrent le monde arabe*, Paris, Les Petits Matins, 2011
- PIOT Olivier, « La semaine qui a fait tomber Ben Ali », *Blog du Monde diplomatique*, 19 janvier 2011 - <http://blog.mondediplo.net/2011-01-19-La-semaine-qui-a-fait-tomber-Ben-Ali>
- TOENSING Chris, « Tunisian Labor Leaders Reflect Upon Revolt », *MERIP*, n°258, Spring 2011 - <http://merip.org/mer/mer258/tunisian-labor-leaders-reflect-upon-revolt-o>
- VERMEREN Pierre, *Maghreb : Les origines de la révolution démocratique*, Fayard (Cool. "Pluriel"), 2011

# 4 Égypte : Comment le mouvement social a initié, accéléré et continue la révolution égyptienne ?

Par François PRADAL – Journaliste, collaborateur du Monde diplomatique.

Personne n'a vu venir la révolution du 25 janvier, ni son déclenchement, ni son ampleur. Si les activistes révolutionnaires ont très vite demandé la chute du régime, du Raïs et de sa dictature policière, ils ont été les premiers surpris par la foule affluant de toutes les classes sociales, des grandes villes du Delta, du Canal et du Nord de l'Égypte revendiquant la liberté, la justice sociale, du pain, de meilleures conditions de vie, un travail mieux rémunéré. 40 % de la population vit, en effet, au-dessous du seuil de pauvreté, avec moins de 2 \$ par jour. De tous les maux, dont l'Égypte est affectée, c'est sans nul doute le plus grave.

Ces revendications ne sont pas nouvelles. Elles ont des racines ouvrières profondes et ont été annoncées et forgées par des mouvements sociaux relancés en 1998, plus encore en 2004, puis de façon exponentielle à partir de 2007. Ces mouvements sont la réaction de populations paupérisées par la politique ultralibérale et les privatisations engagées par le régime du président Moubarak, qui ont accéléré la politique d'« ouverture » de Sadate engagée en 1974.

L'attention portée aux mouvements sociaux -rarement pris en compte par les médias occidentaux depuis le 25 janvier 2011 jusqu'à aujourd'hui permet de porter un nouveau regard sur les acquis et les dynamiques de la révolution en cours. Révolution inachevée certes, mais qui n'est pas en échec si l'on observe les avancées : émergence de syndicats indépendants, de droits syndicaux, d'organisation des

luttons, de démocratisation du monde du travail, de prise de parole des travailleurs. Cela, malgré une répression sans répit du gouvernement militaire et des dirigeants d'entreprises, le plus souvent issus du régime de Moubarak – et rarement destitués.

Ces mouvements soulèvent bien sûr une foule d'interrogations. Comment ont-ils préparé le soulèvement de janvier - février 2011 ? Ont-ils joué un rôle crucial dans la destitution du régime ? Quels secteurs ont-ils touchés ? Avec quelles revendications ? Quels modes d'action ont-ils engagés ? Quelle répression s'est abattue sur eux, quelles avancées ont-ils conquises depuis février 2011 ? Quelles sont les luttes syndicales et politiques en cours ? Avec quelles perspectives ? Enfin, quelle coordination avec les mouvements européens et internationaux est-elle envisageable ?

Ce questionnement porte aussi sur **la convergence des mouvements de luttes des travailleurs pour leurs droits avec les mouvements des activistes pour une révolution politique et globale.**

À cet égard, les partis politiques, notamment islamistes, qui ont emporté les élections législatives de décembre 2011 et présidentielles de juin 2012, mais aussi les libéraux, semblent souvent éloignés, voire opposés à la dynamique des luttes sociales.

### **Quatre moments retracent cet essor récent et rapide du mouvement social en Égypte.**

1. De 1998 au 25 janvier 2011, l'essor des revendications et de la paupérisation voit aussi les premières victoires des luttes syndicales, notamment dans l'industrie du textile, dans le delta et chez les collecteurs d'impôts.
2. La révolution du 25 janvier n'aurait pas suivi le même cours et décapité si rapidement le régime, sans le rôle décisif des grèves pendant l'insurrection et le blocage du pays.
3. Depuis février 2011, l'essor des grèves et d'un syndicalisme indépendant constitue les principales réussites de la révolution égyptienne.
4. Ce qui ouvre de nouvelles perspectives pour les luttes en cours dans leur tentative de faire sauter les verrous et les dernières digues de la répression sociale propre à l'ancien régime, qui avait engagé une guerre d'usure impitoyable vis-à-vis des travailleurs égyptiens.

## **1- Essor des luttes sociales et syndicales de 1998 à 2011**

De 1998 à 2011, l'Égypte a connu 4000 grèves ou sit-in, et 1,7 million d'Égyptiens ont fait 1900 grèves entre 2004 et 2009.

Ces mouvements de grèves ont connu une accélération en 2001 avec la guerre en Irak et la deuxième Intifada en Palestine et une croissance plus forte en 2004, dans l'industrie du textile, notamment à Mahallah el Koubra, devenue exponentielle depuis 2007.

Ces mouvements de grèves s'ancrent dans une histoire ancienne, et un contexte plus récent de libéralisme à marche forcée.

En 1946, de grandes grèves marquent l'histoire syndicale de l'Égypte. En 1974, la politique d'ouverture de Sadate libéralise des pans entiers de l'État, et s'inscrit en rupture avec le socialisme d'État de Nasser. En 1977, l'État est en banqueroute et les émeutes de la faim le fragilisent

fortement. Cet affaiblissement pousse l'Égypte à signer, en 1978, les accords de Camp David avec Israël en échange d'une aide annuelle de plusieurs milliards de dollars par les États-Unis, et d'une mainmise croissante sur sa politique économique. Encouragé par le FMI et la Banque mondiale, le président Moubarak accentue la libéralisation économique et la privatisation du secteur public (télécommunications, textile, etc.) dans les années 1980, 1990 et 2000.

### **Depuis les années 2000, le régime de Moubarak avance à marche forcée vers le libéralisme.**

Cela se manifeste par l'augmentation des investissements privés, la destruction des services publics, leur privatisation, la mise en préretraites (avec des pensions misérables) de nombreux travailleurs. En 2004, le nouveau Code du travail précarise encore plus des secteurs publics auparavant stables. Ce qui se traduit par la diminution du pouvoir d'achat, accentuée par une forte inflation, suite à la dévaluation de 50 % de la livre égyptienne (LE) en janvier 2003. De 2005 à 2008, le prix du kilo de viande augmente de 30 %, celui du poulet de 146 %. L'inflation augmente de 15,8 % par an, alors que les salaires stagnent.

### **C'est dans ce contexte de précarisation grandissante que les mouvements sociaux connaissent un essor sans précédent à partir de 2004, plus encore après 2007.**

Ces mouvements prennent naissance au départ dans l'industrie textile. Le 6 avril 2006, les ouvrières de l'entreprise publique Misr, à Mahallah el Koubrah, revendiquent le paiement des primes sur les bénéfiques. En décembre 2006, septembre 2007 et le 6 avril 2008, les grèves repartent dans un contexte de rareté du pain subventionné et d'augmentation du prix des denrées alimentaires.

*Les revendications portent d'abord sur l'exigence d'un salaire minimum de 1500 LE par mois (soit 140 €).* Les ouvriers de Mahallah obtiendront une augmentation de 41 € à 116 € par mois et un mois de salaire de primes. Un succès indéniable. De là, naîtra ensuite le mouvement du 6 avril, au cœur de la révolution égyptienne du 25 janvier

2011. Tous s'accordent aujourd'hui à considérer que Mahallah en est le point de départ.

Comme la grève donne des résultats, le mouvement s'étend ensuite à d'autres secteurs : dans la cimenterie, aux employés du métro du Caire, dans les transports, la sidérurgie, la métallurgie, chez les boulangers, dans les industries pétrolières à Suez, les secteurs de la santé, de la céramique et des porcelaines.

Géographiquement, les villes du Delta du Nil, puis celles du canal de Suez sont en tête de la contestation qui s'étend jusqu'aux cimenteries d'Helouan, au Sud du Caire. Débutées dans le secteur public, les grèves touchent ensuite le secteur privé. Mobilisant d'abord les ouvriers, elles atteignent peu à peu les fonctionnaires et les employés.

### **L'essor du mouvement social se structure avec celui du mouvement syndical indépendant.**

En 1957, le régime nassérien crée un syndicat d'État, son bras armé qui, dès le départ, a pour rôle d'être une courroie de transmission des décisions du pouvoir. La Fédération des syndicats égyptiens (FSE), au départ syndicat dans les secteurs publics, permet ensuite l'application des décisions libérales et la déstructuration du droit du travail. Elle compte, à ce jour, 3 à 4 millions d'affiliés, la plupart inscrits et cotisant à leur insu par décision de leur employeur!

Contre la FSE, le syndicaliste Kamal Abbas crée en 1990 le Centre pour les syndicats et les services aux travailleurs (CTUWS), afin de promouvoir des syndicats indépendants. Cette initiative entraîne rapidement répression et persécutions mais se traduit par des conquêtes indéniables.

**En décembre 2007, la grève des collecteurs d'impôts constitue un tournant.** En obtenant 325 % d'augmentation de salaire, les collecteurs d'impôts remportent la plus grande victoire du mouvement syndical depuis 1952. En avril 2009, le Gouvernement reconnaît le syndicat indépendant des collecteurs d'impôts, qui compte aujourd'hui 35 000 membres. Fort de ce succès, le syndicalisme indépendant se déploie alors dans les secteurs en grève, en particulier dans

les industries du textile, de la sidérurgie, de la métallurgie, les céramiques et les porcelaines.

### **Quelles sont les conséquences politiques de ce mouvement social ?**

Le mouvement syndical déclenche la contestation politique.

Dès 2003, le mouvement *Kefaya* (« ça suffit ! ») critique l'absence de démocratie, la dynastie héréditaire préparée par Hosni Moubarak au profit de son fils Gamal. Minoritaire, fortement réprimé, échouant à mobiliser, Kefaya est marginalisé à partir de 2006, quand la lutte syndicale commencera à porter ses fruits.

### **Les élections syndicales truquées de novembre 2006 mettent le feu aux poudres.**

La fraude électorale est massive, 98 % des élus sont ceux choisis par le régime, alors qu'il y a symbiose entre pouvoir économique et pouvoir politique. Le vent de la révolte, les racines ouvrières de la révolution se trouvent ici. La critique des conditions de travail et de la paupérisation ouvrière sont aux racines de celle de la dictature du Raïs. En septembre 2007, suite aux grèves de Mahallah el-Koubra, M. Al-Atar, militant syndical, déclarait : « *Je veux que tout le Gouvernement démissionne... Je veux la fin du régime de Moubarak. La politique ne peut pas ignorer les droits des travailleurs. Le travail a une dimension politique. Ce dont nous sommes témoins ici, à Mahallah, c'est de la véritable démocratie.* »<sup>1</sup>

## **2 – La révolution du 25 janvier 2011 : blocage des usines et des routes, naissance d'un syndicalisme indépendant**

Le régime de Moubarak n'aurait pas été décapité sans un mouvement de grève massif. La révolution du 25 janvier 2011 constitue le point de départ de la libération d'un mouvement syndical indépendant.

<sup>1</sup> Joël Beinin : « *L'Égypte des ventres vides* », in *Le Monde diplomatique*, mai 2008.

Tous, même les Frères musulmans, le reconnaissent: les mouvements de protestation face aux décisions économiques du régime, la libéralisation sauvage, la vie chère, le chômage massif, la paupérisation sont les causes premières de la révolution.

À Suez, par exemple, quand, en décembre 2010, Ahmed Ezz, magnat de la sidérurgie, député du Parti national démocrate, intime de Gamal Moubarak, décide de licencier 4000 travailleurs égyptiens pour les remplacer par une main-d'oeuvre asiatique meilleur marché et plus flexible, le vent de la révolte souffle. En janvier 2011, Suez est en grève. Les manifestations qui éclatent le 21 janvier, sont réprimées. Déjà certains demandent la chute de Moubarak. Un mois plus tard, Ezz sera un des rares chefs d'entreprises emprisonné pour corruption.

**Le 8 février, alors que la place Tahrir ne désemplit pas et que le régime tente de reprendre la main, tout le pays est bloqué.** Dans les transports, les usines, la grève est quasi générale. Ce blocage est aggravé par la coupure des communications téléphoniques et des routes. Ces mouvements de grève joueront un rôle décisif pour faire céder le régime, le décapiter, trois jours après, le 11 février 2011.

**La Fédération des syndicats indépendants naît sur la place Tahrir, le 30 janvier 2011.**

Et le 19 février, l'ensemble des forces syndicales signe la déclaration suivante :

1. *Augmentation nationale des salaires et des pensions minimum, ainsi que la réduction de l'écart entre les salaires minimum et maximum, le salaire maximum ne pouvant excéder 15 fois le salaire minimum (1200 LE = 150 €), en application de l'exigence de justice sociale portée par la révolution ; paiement d'une allocation chômage indexée sur la hausse des prix.*
2. *Droit inconditionnel et absolu de s'organiser en syndicats indépendants, protection des syndicats et de leurs représentants.*
3. *Sécurité de l'emploi contre les licenciements pour les travailleurs manuels, les travailleurs du clergé, les ouvriers agricoles. Embauche des travailleurs intérimaires et réintégrations des travailleurs licenciés. Fin du travail temporaire.*

4. *Re-nationalisation de toutes les entreprises privatisées et arrêt de l'odieux programme de privatisations qui minait notre économie nationale sous l'ancien régime.*
5. *Retrait total des managers corrompus qui étaient imposés par les entreprises pour les couler et les liquider. Redéploiement de l'emploi en faveur des jeunes. Retour à un contrôle des prix des biens et services afin de maintenir des prix bas et de ne pas pénaliser les pauvres.*
6. *Droit de grève, de constituer des piquets et de manifester pacifiquement pour les travailleurs, à commencer par tous ceux qui sont actuellement en grève pour chasser les hommes du régime déchu. Si cette révolution ne conduit pas à un partage des richesses, elle n'aura servi à rien. Il n'y a pas de liberté sans libertés sociales. Le droit de vote dépend bien évidemment du droit à se nourrir.*
7. *La santé est une condition nécessaire à la productivité.*
8. *Dissolution de la Fédération égyptienne des syndicats, qui constituait un des symboles majeurs de la corruption sous l'ancien régime. Mise en exécution des jugements prononcés à son encontre et saisie de ses avoirs financiers et de ses archives. Saisie et enquête sur le patrimoine de ses dirigeants et de ses syndicats.»<sup>1</sup>*

**Les grèves ont donc été un des déclencheurs majeurs de la révolution, un accélérateur de la chute de Moubarak via le blocage du pays. Les revendications de liberté, de meilleures conditions de vie, de justice sociale sont au cœur de l'action syndicale.**

<sup>1</sup> <http://www.arabawy.org/2011/02/21/jan25-egyworkers-egyptian-independent-trade-unionists-declaration/>

### 3) Depuis le 11 février 2011, le mouvement de grève est sans précédent, des syndicats libres sont élus, les victoires sont inégales, la répression se durcit

A Suez, encore, en juin et juillet 2011, la moitié des 18.000 travailleurs de la Compagnie du Canal de Suez, qui concerne aussi Ismailia et Port-Saïd, ont fait grève.

#### Qui fait grève ?

Tout le monde. En commençant par les ouvriers puis les enseignants (obtenant 850 LE de salaire mensuel), mais aussi les avocats opposés aux juges, les médecins (obtenant 1500 LE de salaire mensuel), les chauffeurs de microbus. Les différences salariales entre salariés du secteur public et du privé sont importantes.

Les revendications portent d'abord sur les salaires, avec notamment la demande d'un salaire minimum, sur les libertés syndicales, sur la grille des salaires et les primes (qui constituent parfois 80 % des revenus), mais aussi sur l'amélioration du système de santé, et la demande de renationalisation d'usines privatisées.

#### Quelles formes prennent ces mouvements ?

Ce sont des grèves longues, des guerres d'usure qui avancent par vagues successives. En février, avril et juillet 2011, par trois fois les travailleurs cessent l'activité. À chaque fois les directions des usines temporisent, acceptent les revendications, promettent satisfaction ... et ne font rien. Un peu à la façon dont Moubarak déclarait « je vais partir » ... mais restait.

La répression est forte. En juillet, le droit de grève est accordé ... mais sans pouvoir cesser l'activité!

#### Quels sont les moyens d'action utilisés ?

Le plus souvent s'organisent des sit-in par roulements (pour ne pas cesser l'activité) : pendant que d'autres travaillent, certains s'assoient à l'entrée des usines. Plus rarement, le blocage s'impose (comme en juillet, celui tenté sur la route Qatameya-Sokhna). Si le Canal de Suez est menacé verbalement, il n'est jamais visé.

Les 4,5 milliards \$ annuels de revenus engendrés, à un niveau jamais égalé, en font un enjeu stratégique, dont les ouvriers se sentent aussi dépositaires. Dès lors, mettre en péril ce secteur économique clé n'est pas la meilleure stratégie. Toutefois, cela démontre que même là où la récession ne menace pas, la pression à la baisse des salaires et le refus de partager les dividendes sont extrêmement présents. L'argument de la corruption est, lui, bien plus éclairant !

#### Existe-t-il une convergence des luttes politiques, syndicales et révolutionnaires pour la reconnaissance des libertés publiques ?

En juillet 2011, la deuxième vague révolutionnaire révèle une telle convergence. Les familles des victimes tuées pendant la révolution demandent le jugement des policiers inculpés. Les ouvriers sont en grève, soutenus par les activistes solidaires venus du Caire ou d'Alexandrie. La demande de jugement de Moubarak et autres corrompus se fait de plus en plus forte face aux atermoiements de la Justice qui semble reculer, tergiverser, jouer la montre. Dans un tel contexte de luttes syndicales, politiques, révolutionnaires débordant la seule ville de Suez pour s'étendre aux grandes villes du Nord, les 1200 ouvriers de la Compagnie du Canal de Suez obtiennent 40 % d'augmentation de salaire. En octobre, à l'usine Mirs Iran, l'augmentation atteint 10 %. À Ceramics Cleopatra, dans le secteur privé, sans organisation syndicale, des activistes indépendants obtiennent des augmentations de salaire.

Au même moment, d'autres mobilisations échouent, comme à Trust (3000 ouvriers): cette usine de textile, considérée comme moins stratégique pour les revenus du Canal, a eu moins de moyens de pression. Au Port d'Ain Sokhna, les dockers n'ont obtenu que ... deux containers: l'un pour faire du sport, l'autre pour prier! Mais tous s'accordent à trouver que les mobilisations établissent un meilleur climat de solidarité entre travailleurs dans l'entreprise.

*Le gouvernement cède à la revendication du salaire minimum fixé à 700 LE dans le secteur public, en juillet 2011, mais non encore appliquée partout un an après.*

Bref, les victoires des ouvriers et des employés sont, en général, liées à l'implantation locale et nationale d'une organisation syndicale indépendante, d'une part, mais aussi, d'autre part, à l'importance des entreprises concernées pour l'activité - stratégique - du Canal.

**Les premières élections libres de syndicats ont lieu un peu partout. Ce mouvement en pleine construction prend place dans un contexte économique difficile et de licenciements massifs.**

Si beaucoup d'élections sont emportées par les Frères musulmans, ceux-ci ne l'emportent pas partout. Ils sont en échec localement pour l'élection du syndicat des médecins et l'élection nationale du syndicat des avocats, mais gagnent celle du syndicat des ingénieurs, fin novembre 2011.

**La répression sévit.**

Elle est même féroce hors de Suez.

À Suez, s'il n'y a pas emprisonnement, certains sont licenciés ou interdits d'entrer dans l'usine protégée par l'armée. La loi, le cadre législatif impose un cadre répressif. La loi du 23 mars 2011 interdit et punit les grèves d'un an de prison, de 500 000 LE d'amende (60 000 €, soit 35 ans de salaire), par des tribunaux militaires). Celle du 29 juin accorde le droit de grève sans cessation de l'activité.

De manière générale, le régime militaire sévit toujours et perpétue l'ancien régime auquel sont acquis la police, l'armée et les patrons. Le syndicat d'État, la FSE, toujours en place, continue de prélever les cotisations sur les salaires, en lutte contre les indépendants, et dispose d'énormes moyens financiers (une banque lui appartient). Les brimades, les licenciements, le déclassement des syndicalistes isolés du siège sont monnaie courante.

**Le mouvement syndical apparaît souvent déconnecté des partis politiques naissants, majoritairement hostiles à leurs revendications, même si des convergences se font au coup par coup avec les activistes révolutionnaires.** Hormis les socialistes et les communistes, certains partis centristes (Al Adl, « la justice ») ain-

si que la plupart des partis libéraux, conservateurs et islamistes sont très clairement hostiles aux grèves, qui rencontrent aussi l'opposition d'une partie de la population, la « majorité silencieuse », fatiguée de l'incertitude qui pèse sur l'avenir du pays. Les Frères musulmans, conservateurs, sont donc contre ces mouvements de grève. Les Salafistes encore plus, même si certains de leurs électeurs voire de leurs jeunes militants sont actifs dans les actions de protestation. Comment comprendre cette opposition, au mieux ce silence ? Ceux qui se présentent au suffrage sont des notables habitués à la pauvreté, dont les intérêts et les occupations ne s'alarment pas de salaires particulièrement bas. La justice sociale passe après les libertés, le redressement économique et les intérêts des plus puissants.

Si les activistes révolutionnaires, minoritaires, soutiennent les revendications des travailleurs, les syndicats se méfient des risques de récupération. Pourtant, à Suez, si les revendications ont abouti, fin juillet 2011, c'est bien en raison d'une convergence entre revendications des familles des martyrs tués pendant les 18 jours, demande de jugement des responsables du régime, demande d'avancées démocratiques pour les libertés publiques et la fin du régime militaire.

#### **4- Perspectives : ce processus s'inscrit dans la durée, sans retour en arrière possible**

La construction de nouveaux syndicats indépendants se poursuit. Récemment, des initiatives ont eu lieu en direction des femmes de ménage et des vendeurs ambulants. La renaissance du mouvement syndical s'inscrit donc dans la durée. Au centre des revendications, tous s'unissent pour demander par secteur, un salaire minimum et maximum, la fin des prélèvements des cotisations du syndicat d'État (FSE) sur les salaires, et des changements législatifs comme l'abolition de la Loi 35 de 1976 (sur le droit de grève).

La lutte pour la démocratisation de l'entreprise est en phase avec une société qui demande la destruction des structures hiérarchiques pyra-

midales, dans la famille, dans la politique, et sur le lieu de travail en premier lieu. Reste que si les femmes ont commencé le mouvement de contestation, notamment les ouvrières du textile à Mahallah en 2006, elles ne forment que 2% des instances de représentation syndicale aujourd'hui.

## Épilogue

Le 11 février 2012, afin d'accélérer la chute d'un régime toujours bien installé malgré les coups de butoir, les activistes révolutionnaires ont lancé un appel à la désobéissance civile pour le droit des travailleurs et la justice sociale au cœur des revendications du 25 janvier 2011. Cet appel à la grève a été peu suivi, hormis chez les étudiants et dans certaines entreprises du Canal de Suez. La convergence n'a pas pris. Les syndicats se méfiant de plus en plus de l'utilisation de leur cause par les jeunes activistes urbains de la place Tahrir.

La vague de répression antisyndicale s'est accentuée: arrestation et emprisonnement du leader syndical Kamel Abbas, président du CTUWS, arrestations de syndicalistes, licenciements. Dans la branche égyptienne de la multinationale franco-américaine Schlumberger (pétrole), un mouvement de solidarité internationale a tenté de réintégrer trois syndicalistes licenciés.<sup>1</sup>

Si un jeune leader syndical, avocat des syndicalistes, Khaled Ali, s'est présenté aux élections présidentielles de juin 2012, il n'a obtenu que 0,6 % des suffrages au premier tour. Dans leur grande majorité, les partis islamistes et libéraux, tout comme ceux issus de l'ancien régime, ont montré peu d'intérêt pour les revendications ouvrières. La déconnexion entre luttes électorales et syndicales est patente. Les Frères musulmans, socialement conservateurs, économiquement libéraux, sont hostiles aux mouvements de grève. Au point que certains syndicalistes de Mahallah préféreraient voir élu l'ancien premier ministre de Moubarak, Ahmed Chafik, à son colistier islamiste Mohamed Morsi<sup>2</sup>

En revanche, dès la mi-juillet 2012, une nouvelle vague de grèves s'empare du pays, partant - une fois n'est pas coutume - de Mahallah et de l'entreprise de céramique de Suez. Un an après la deuxième grande vague de grèves, le mouvement continue. Le régime n'a pas changé, sauf à sa tête. Les revendications ne sont pas satisfaites.

### **Le mouvement social égyptien a besoin de la solidarité mondiale.<sup>3</sup>**

Cela peut se faire notamment en veillant à ce que les multinationales belges et françaises implantées en Égypte respectent le droit international du travail et les standards européens en matière de libertés syndicales, comme cela a été tenté dans le cas de Schlumberger, ou pourrait se faire avec l'entreprise de téléphonie mobile, Mobinil, détenue par le magnat Sawiris, en liaison avec Orange (ex-France Télécom) en France. Cela peut également prendre la forme de délégations qui favorisent les échanges de pratiques et la formation syndicale des nouveaux militants, comme l'a envisagé Solidaires en mai 2011- ou bien de participation à des campagnes mondiales pour l'annulation de la dette du tiers-monde, au premier plan des demandes des travailleurs tunisiens et égyptiens, exposés à une prédation très forte.

Il est donc impossible de conclure, ni même d'anticiper, tellement les convulsions font passer rapidement du pessimisme à court terme à l'optimisme à long terme. La révolution égyptienne procède par vagues successives, avec ses flux et ses reflux, ses marées basses et celles d'équinoxe. Mais le plus souvent, quand les mouvements de grève convergent avec les poussées révolutionnaires pour la revendication des libertés, des droits, de la démocratie réelle -et pas seulement celle de voter et s'en retourner chez soi- la vague ruine alors plus facilement les digues d'injustices, d'inégalités, de paupérisation de l'ancien régime ... qui n'en finit pas de mourir et de s'accrocher à son socle de privilèges.

1 <http://snony.wordpress.com/2012/03/19/les-feux-de-la-lutte-2/>

2 J. Confavreux, "Le Billancourt égyptien choisit l'ancien régime", Mediapart, 16 juin 2012. <http://www.mediapart.fr/print/214570>

3 <http://menasolidaritynetwork.com/2012/07/19/egypt-international-messages-of-solidarity-with-the-mahalla-strike/>

## Références :

### Dans le **Monde diplomatique**

- J. Beinin : L'Égypte des ventres vides, mai 2008
- Ben Nefissa : L'Égypte saisie par la fièvre régionale, fév. 2011,  
[http://www.monde-diplomatique.fr/2011/02/BEN\\_NEFISSA/20117](http://www.monde-diplomatique.fr/2011/02/BEN_NEFISSA/20117)
- R. Kempf : Racines ouvrières de la révolution égyptienne, mars 2011, <http://www.monde-diplomatique.fr/2011/03/KEMPF/20245>
- A. Gresh : L'Égypte en révolution, juil. 2011,  
<http://www.monde-diplomatique.fr/2011/07/GRESH/20759>
- E. Pradal, « Suez, entre révolution et salafisme », janvier 2012  
<http://www.monde-diplomatique.fr/2012/01/PRADAL/47160>
- E. Clément : « Le nouveau marché du travail, les conflits sociaux et la pauvreté » (pp. 595-625) in **L'Égypte au présent**, dir. V. Battesti et F. Ireton, Actes Sud, Sindbad, 2011
- Dossier Égypte de l'Union syndicale **Solidaires**, nov. 2011, suite à une délégation syndicale au Caire, en mai 2011.  
<http://orta.pagesperso-orange.fr/solidint/revues/revue-7.htm>  
Contacts: Alain Baron, E. Clément : clement\_francoise@hotmail.com
- Marie Dubosc : *La contestation sociale en Égypte depuis 2004 - Précarisation et mobilisation locale des ouvriers de l'industrie textile*, revue Tiers-Monde, n°2, Paris, mai 2011.
- J. Beinin : « What have workers gained from Egypt's revolution ? », Foreign Policy, 20/07/2011  
[http://mideast.foreignpolicy.com/posts/2011/07/20/what\\_have\\_workers\\_gained\\_from\\_egypt\\_s\\_revolution](http://mideast.foreignpolicy.com/posts/2011/07/20/what_have_workers_gained_from_egypt_s_revolution)
- J. Beinin, "The Rise of Egypt's Workers", Carnegie Paper, June 2012  
<http://carnegieendowment.org/2012/06/28/rise-of-egypt-s-workers/coh8>  
<http://twitter.com/3arabawy>

# 5 « Révolution-occupation : le cas de la Palestine »

Par Marianne BLUME – ex-coopérante à Gaza (1995-2005) et membre de l'association belgo-palestinienne (ABP).

**Mais où est le printemps palestinien ? Question mille fois posée. À laquelle il importe de répondre même si elle témoigne de l'incompréhension profonde de la situation en Palestine. Même si elle met à nu notre vision orientée des événements.**

## Spécificité palestinienne

Faut-il rappeler que la Palestine est sous occupation? Faut-il redire qu'il n'y a pas d'État palestinien ?

Occupation signifie non seulement oppression mais encore absence de liberté de mouvement et division territoriale due au mur, aux checkpoints, aux routes réservées aux colons et à l'absence de liaison avec Gaza. Occupation signifie non seulement dépossession des terres agricoles et de l'eau mais encore dé-développement économique voire étouffement économique complet comme à Gaza sous blocus.

Occupation signifie violence et humiliations quotidiennes, signifie prison (plus de 750.000 prisonniers depuis 1967 !), signifie mort (plus de 6000 depuis la première Intifada, 1400 rien que durant l'opération « Plomb durci » contre Gaza). Occupation signifie un combat de tous les jours pour continuer à exister et vivre.

Depuis Oslo (1993), il y a bien une Autorité palestinienne (AP), mais elle n'a que peu de pouvoirs et seulement sur une infime partie des Territoires palestiniens occupés (17,5 % de la Cisjordanie). Que ce soit dans la bande de Gaza (ad-

ministrée, depuis 2007, par le Hamas, vainqueur des élections de 2006) ou en Cisjordanie (administrée par le Fatah), l'AP est mise dans l'incapacité de mettre fin à l'occupation (refus d'Israël de négocier sur base des frontières de 1967, refus même de geler la colonisation dans les Territoires occupés) ou seulement d'améliorer la situation économique générale. L'anecdote suivante montre parfaitement les limites du pouvoir de l'AP. En janvier 2012, sans doute en représailles à la demande de reconnaissance de l'État Palestinien à l'ONU, Israël retire son statut de VIP à Mahmoud Abbas, président de l'AP, et lui octroie un simple permis de voyager à renouveler tous les 2 mois.

Dans ces conditions, il ne s'agit pas comme en Égypte ou en Tunisie de renverser un régime : le problème est complètement différent même si les critiques contre l'AP sont nombreuses et manifestées publiquement par les Palestiniens : manque de stratégie, corruption, intérêts personnels, etc.

Comme le résume parfaitement Nassar Ibrahim, codirecteur de l'Alternative Information Center: « *En Palestine, il est irréaliste d'imaginer un soulèvement qui, à peine né, va faire disparaître l'occupation israélienne et la corruption politique palestinienne. Ici, la situation est beaucoup plus complexe. Nous sommes sous une occupation prolongée, avec des fractures internes, et [en plus] une pression économique à surmonter.* »<sup>1</sup>

<sup>1</sup> <http://www.association-belgo-palestinienne.be/a-lire-a-voir-ecouter/ou-en-est-le-printemps-palestinien/> Interview de Nassar Ibrahim, écrivain et co-directeur de Alternative Information Center.

Dans une situation d'occupation prolongée et brutale, la lutte des classes est occultée. Toute l'énergie est mise à lutter contre l'occupation et à maintenir la cohésion du corps social dans cette lutte. Est-ce à dire qu'il n'y a pas de revendications sociales ? Sûrement pas. Mais l'impact de l'occupation dans le quotidien des gens les relègue à plus tard, faute de voir une solution immédiate possible.

Prenons un exemple concret : les travailleurs palestiniens. En Cisjordanie, la plupart accèdent à leur travail en passant par les check-points. Leur temps de travail est augmenté d'humiliations et d'un temps de passage qui peut prendre 2,3 heures ou plus (à l'aller comme au retour). Imaginons qu'ils se révoltent. Le résultat est immédiat : ils ne passeront plus et n'auront plus de travail. Imaginons alors qu'ils se retournent contre l'AP. Elle ne pourra rien y faire puisque c'est Israël qui construit, gère, ouvre et ferme les check-points à sa guise. Autre cas de figure : le chômage est de plus de 22 % en Cisjordanie, et de plus de 35 % dans la Bande de Gaza. Contre qui les travailleurs doivent-ils se retourner ? L'Autorité palestinienne ? Vu l'étouffement de l'économie par l'occupation, comment pourrait-elle faire ? Créer des emplois et créer des petites entreprises, dira-t-on. Sauf que tout cela demande l'aval d'Israël : de l'outil à la matière première, tout passe par Israël ; dans plus de 80 % de la Cisjordanie, la construction est soumise à autorisation israélienne ( plus de 90 % de refus) ; l'exportation de produits dépend d'Israël, etc., etc. Les seuls emplois qu'a pu créer l'AP sont dans la police, l'administration, l'enseignement et les hôpitaux publics.

La PGFTU (syndicat palestinien, créé par l'OLP), DWRC (une ONG de défense des droits des travailleurs) et des syndicats professionnels tentent néanmoins de défendre les travailleurs palestiniens employés dans les Territoires palestiniens Occupés. Des grèves et des manifestations, notamment de sans-emploi, ont lieu. Néanmoins, comme le dit le secrétaire général de la PGFTU : *« Sans démocratie, sans la possibilité de construire un État moderne, il ne peut y avoir de droits pour les travailleurs. La reconnaissance de notre droit inaliénable à disposer de nous-mêmes est un préalable*

*au développement économique et social, à l'émergence de cette véritable législation du travail que nous appelons de nos vœux. Croyez-moi, lorsque, chaque matin, votre esprit est concentré sur la crainte que vous pouvez avoir de ne pouvoir passer un check-point, vous avez parfois du mal à vous mobiliser pour un code du travail qui garantirait vos droits devant les employeurs. Votre préoccupation est d'une autre nature... »*<sup>1</sup>

## « Cela fait 30 ans que nous sommes en 'printemps' <sup>2</sup> »

À vrai dire, les Palestiniens ont, depuis longtemps, entamé le « printemps ». Il est remarquable que les mouvements populaires palestiniens n'aient que rarement été salués en Occident comme le sont aujourd'hui les révoltes arabes.

En 1987 éclate la première Intifada. Elle commence de manière spontanée et est organisée d'abord localement avant d'être dirigée par la direction de l'OLP, alors installée à Tunis. La lutte non violente contre l'occupation a été le fait de la population entière : manifestations, résistance passive, grève des taxes, développement des organisations palestiniennes qui pallient les manques de l'occupation (santé, agriculture...), etc. À cette époque, la société civile s'est organisée avec un dynamisme étonnant : ici, des enseignants réfléchissant à de nouvelles formes de pédagogie et donnant cours dans des maisons privées quand les écoles et universités étaient fermées par Israël ; là, une petite ville qui refuse de payer les taxes ; ici, des militants qui promeuvent une économie autarcique en distribuant des poulets et en encourageant les potagers ; là, des femmes se réunissant pour discuter de leur rôle dans la résistance et la société... Bref, une société en projet qui résiste, invente le changement et est prête à mourir pour sa liberté et la fin de l'occupation. Tous partis confondus.

<sup>1</sup> <http://www.ituc-csi.org/gros-plan-sur-shaher-sa-ed-pgftu.html>, Martine HASSOUN, Gros plan sur Shaher Sa'ed, 28/09/2011.

<sup>2</sup> cf. Note 1.

Dans la foulée de cette révolte, en 1993, sont signés les accords d'Oslo accueillis favorablement par la majorité de la population palestinienne, en dépit du refus exprimé par certains partis (dont le Hamas, le FPLP). Néanmoins, très vite, les conséquences de ces accords se font sentir : chômage en hausse, décollage économique impossible, restrictions de mouvement drastiques, isolement de Gaza, accélération de la colonisation et dépossession de terres à leur profit, assassinats de leaders, négociations de paix sabotées... Le sort des Palestiniens, loin de s'être amélioré, a empiré. L'entrée de Sharon sur l'esplanade des mosquées va déclencher, en 2000, la 2<sup>e</sup> Intifada. Et de nouveau, on assiste à une révolte populaire, spontanée, du moins à ses débuts.

Par ailleurs, en 2006, quand les Palestiniens votent pour le Hamas, il s'agit bien d'une révolte contre leurs dirigeants, contre l'Autorité palestinienne, représentée par le Fatah. Pour désavouer et punir les représentants politiques de l'AP, accusés de corruption, critiqués pour leur manière de négocier avec Israël, jugés incapables de résoudre les problèmes d'emploi et autres. Les Palestiniens ont usé de leur droit de vote lors d'élections dont les observateurs étrangers ont souligné la régularité. Finalement, ils se sont révoltés suivant un schéma démocratique propre à nos pays. Or, la communauté internationale va saluer les élections, mais refuser leur résultat, elle va discuter avec le perdant, mais refuser tout contact avec le vainqueur, sous prétexte qu'il est « islamiste » et « terroriste ». Si bien que la révolte démocratiquement exprimée par les Palestiniens est condamnée et que les Palestiniens seront punis par l'Europe et les États-Unis, en plus d'Israël : fonds non transférés par Israël, aides européenne et américaine supprimées puis délivrées au compte-gouttes et accompagnées de nouvelles conditions, immobilisme complet concernant le blocus illégal de Gaza, etc.

Aujourd'hui qu'en Tunisie et en Égypte, après les révoltes populaires, les élections donnent gagnants des mouvements d'inspiration religieuse, qui parle de couper les ponts ? Il semble bien que le « printemps » ne soit pas jaugé de la

même manière quand il s'agit de la Palestine, de l'Égypte ou de la Tunisie.

## Impact des mouvements de révolte en Tunisie et en Égypte

Depuis les élections de 2006 et le refus de la communauté internationale d'accepter un gouvernement d'unité nationale (Fatah/Hamas), les Palestiniens doivent faire face à une division interne. La prise de pouvoir du Hamas dans la Bande de Gaza (2007) va approfondir cette division en l'inscrivant géographiquement. En effet, contrairement à Gaza, et en dépit des résultats électoraux, la Cisjordanie reste dirigée majoritairement par le Fatah. Cet état de fait est critiqué de manière générale. Hamas comme Fatah sont accusés par la population d'oublier la cause palestinienne, de ne penser qu'à leurs intérêts particuliers et, parfois même, de trahir la Palestine.

Même si une réaction existait sous forme de prises de position, d'articles, de chansons, de graffitis, il est assez clair que le printemps arabe a donné des ailes à toutes sortes de mouvements, de groupes et d'individus pour organiser des actions de masse sous le signe de la fin de la division. Une mobilisation sans précédent agite Facebook (GYBO à Gaza, mouvement du 15 mars, mouvement du 15 mai, la 3<sup>e</sup> Intifada) et des manifestations pour l'unité ont lieu, réprimées avec plus ou moins de force par le Hamas comme par le Fatah. À l'initiative de ces manifestations, ce sont surtout des jeunes auxquels les événements du monde arabe ont redonné l'espoir. Ils utilisent la même rhétorique mettant en avant « le peuple », refusant les clivages politiques et affirmant le pouvoir d'un peuple uni. Les mots d'ordre du « mouvement du 15 mars » ne laissent aucun doute : « Le peuple veut mettre fin à la division » ou « Le peuple veut bâtir le régime » ou encore « Abbas ! Haniyeh ! Nous voulons l'union nationale ! » Néanmoins,

1 Abbas, comme représentant du Fatah et Haniyeh, comme représentant du Hamas.

il n'y est pas question de renverser un ou des dirigeants, la volonté déclarée est de pousser les gouvernements de Gaza et de Cisjordanie à s'unir pour faire face à l'ennemi commun (l'occupation israélienne) et d'obtenir la jouissance de leurs droits en tant que peuple. La spécificité palestinienne réapparaît.

Devant cette ébullition du monde arabe, les deux grands partis ont d'abord joué la prudence: d'un côté, Moubarak soutenait plutôt Mahmoud Abbas ; de l'autre, la Syrie abritait Khaled Meshal (direction du Hamas); enfin, les réfugiés palestiniens dans le monde arabe pouvaient être victimes des prises de position officielles (comme lors de la 1<sup>re</sup> guerre contre l'Irak). Il est certain que, devant les réussites des mouvements populaires, Fatah et Hamas ont fini par avoir peur pour leur propre pouvoir. Ils ont, dès lors, accéléré le processus de réconciliation intrapalestinienne, jusque-là embourbé dans les divergences. En mai 2011, ils se mettent d'accord sur un gouvernement d'unité nationale, sur la tenue d'élections et la recherche de solutions à une série de questions qui fâchent.

Rien n'est acquis mais les Palestiniens ont l'espoir de sortir de l'impasse qui a duré près de quatre ans. C'est un effet de leur « printemps » et de leur volonté de changement.

## L'avenir

Il est trop tôt pour connaître les résultats des « printemps » arabes. Or, la Palestine a besoin du soutien des pays de la région dans sa lutte pour l'indépendance et l'autodétermination. Si l'Égypte nouvelle a ouvert plus largement sa frontière avec la Bande de Gaza, l'avancée reste mince. L'émergence en Tunisie comme en Égypte de mouvements religieux pourrait faire évoluer l'Union européenne et les USA et lever l'interdit du dialogue avec le Hamas. Mais il faudra compter avec Israël qui a dénoncé les efforts de réconciliation entre Fatah et Hamas et qui voit, en général, les changements régionaux comme une menace plutôt qu'une opportunité.

## Notre rôle

Depuis longtemps, les Palestiniens sont « en printemps ». Pour les mouvements sociaux belges, il s'agit de le reconnaître et d'aider à la concrétisation de la révolte palestinienne, essentiellement non violente. Cela ne peut se faire que par le lobby auprès des partis et au travers d'actions de solidarité, ici et là-bas. La Palestine n'est pas un cas humanitaire. La solution est politique !



# 6 Quel bilan tirer de l'action des syndicats lors des printemps arabes?

Par Karin DEBROEY – Service international de la Confédération des Syndicats Chrétiens (CSC)

Les rapports sur les insurrections dans le monde arabe lors du printemps de 2011 se penchaient surtout sur les causes politiques des mouvements de protestation, l'aspiration à la liberté et à la démocratie des peuples arabes. Le désir de justice sociale était généralement beaucoup moins pris en compte. Or, ces insurrections trouvaient leurs causes dans la détérioration du bien-être social et économique de la population, le taux de chômage élevé des jeunes, la pauvreté, l'absence de sécurité alimentaire et l'indignation de la population par rapport aux inégalités criantes.

L'Organisation internationale du Travail parle d'une "société civile sociale faible et fragmentée et de partenaires sociaux qui ne sont pas totalement indépendants du gouvernement". La société civile et les syndicats sont-ils suffisamment combattifs pour ancrer durablement les résultats des mouvements de protestation dans un système démocratique où règne la justice sociale ? Sommes-nous véritablement témoins à travers les événements du printemps arabe d'une ère où régneront la démocratie et la justice sociale ou, au contraire, ne sommes-nous que les témoins d'une fata morgana dans le désert arabe ?

## Érosion des droits sociaux

Les économies des pays du Maghreb<sup>1</sup> et du Mashreq<sup>2</sup> partagent des caractéristiques communes. Jusque dans les années 1990, ces pays étaient régis par des économies nationalistes gérées par l'État. Depuis l'indépendance (fin des années '50-début des années '60), l'État dirigeait l'économie, comme régisseur et régulateur, mais également comme entrepreneur de grandes entreprises publiques actives dans les domaines de

l'énergie, du transport, des travaux publics et même dans la distribution, la vente et l'HoReCa. Les pouvoirs publics et les entreprises publiques s'accaparaient la part du lion du PNB, faisant ainsi des pouvoirs publics l'employeur le plus important.

Ces économies ont également comme dénominateur commun qu'elles dépendent fortement du produit de leurs matières premières et de leurs richesses naturelles, à savoir le pétrole et le gaz en première instance, mais également l'eau (le Nil est la mère nourricière de la région), le phosphate (Maroc), le fer, le coton, etc. Ce produit a insuffisamment été investi dans le développement d'une économie nationale productive. D'ailleurs, l'entrepreneuriat et l'esprit d'innovation ainsi que la création d'activités productives sont découragés étant donné que tout peut être acheté...

<sup>1</sup> Le Maghreb (en arabe, Ouest ou lieu où se couche le soleil) renvoie au Nord-Ouest de l'Afrique : Maroc (et le Sahara occidental tant contesté), Algérie, Tunisie, Mauritanie, Lybie et Égypte. Le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, la Lybie et la Mauritanie constituent une entité politique, l'Union du Maghreb arabe (UMA).

<sup>2</sup> Le Mashreq (en arabe, l'Est ou le lieu où le soleil se lève) renvoie au Nord-Est de l'Afrique et à l'Asie Mineure : Palestine, Jordanie, Liban, Syrie.

Dans les années '80 et '90, ce modèle économique nationaliste s'est trouvé en difficulté. De nombreux pays se sont enlisés dans les dettes, victimes de dysfonctionnements internes et d'une administration corrompue, autoritaire et déficiente des pouvoirs publics et des entreprises publiques. Il y a eu également des causes externes parmi lesquelles des taux de change de plus en plus défavorables pour les matières premières et les produits finis sur le marché mondial et, par conséquent, une baisse des recettes provenant de ces matières premières. De nombreux pays ont dû s'adresser au FMI et à la Banque mondiale pour obtenir des prêts et des programmes d'ajustement structurel. Les économies arabes sont intégrées avec brutalité dans l'économie mondiale et la protection des marchés nationaux et des industries émergentes est démantelée. Les entreprises publiques sont privatisées et le secteur public est dégraissé. Il s'ensuit une vague de licenciements collectifs dans le secteur public. Les subsides alimentaires qui, jusqu'ici, facilitaient l'accès de la population urbaine aux produits alimentaires de base, sont rabotés, voire même supprimés.

Dans des régimes autoritaires comme l'Égypte et la Tunisie, la privatisation des entreprises publiques est allée de pair avec un transfert opaque de titres de propriété vers un réseau limité de membres de la famille et d'amis des hommes au pouvoir. Elle n'a donc pas débouché sur une amélioration de l'efficacité et des performances économiques. .

Le ressentiment causé par cette érosion des droits sociaux et le coût élevé des denrées alimentaires depuis 2008 sont à l'origine de ces révoltes populaires. Depuis la crise financière et économique, le démantèlement social s'est accentué, s'accompagnant de nombreux licenciements dans les secteurs axés sur l'exportation comme le secteur textile en Tunisie et en Égypte. Le chômage n'est, en outre, pas pris en charge par un vaste filet de sécurité sociale. Si près de 20 % de la population est couverte par la sécurité sociale, cette couverture est tout à fait insuffisante. L'assurance-maladie ne couvre que la moitié des dépenses de santé. Les caisses de pension sont mises sous pression en raison de

la réduction de la population active et du chômage des jeunes.

### La charge démographique

Depuis l'indépendance, la population arabe a vu sa population quintupler. Elle compte actuellement 300 millions d'individus. Plus de la moitié d'entre eux ont moins de 30 ans.

Jusqu'au début des années '80, les jeunes entrant sur le marché du travail étaient encore absorbés par le secteur public. De plus, le nombre de jeunes et surtout de jeunes diplômés et qualifiés a augmenté de manière exponentielle. Pour les seuls pays du Maghreb, on estime qu'il faudrait créer 1 million de postes par an pour donner suffisamment d'emplois aux jeunes. Or, à peine 250.000 nouveaux emplois sont créés chaque année. Le secteur privé n'est pas suffisamment attractif et ne crée pas assez d'emplois pour les jeunes hautement qualifiés dans les secteurs à forte valeur technologique ajoutée. Le professeur Bichara Khader<sup>1</sup> parle de « capitalisme qui tourne le dos aux jeunes, de croissance économique dans de nombreux pays arabes depuis les années 2000, mais sans emplois et sans bien-être ».

Dans ce contexte, les jeunes ont peu de perspectives d'avenir. Le chemin de l'émigration vers l'Europe qui offrait encore une issue pendant la décennie qui a suivi l'indépendance, est aujourd'hui sans issue. Faute de mieux, de nombreux jeunes trouvent une place dans l'économie informelle, secteur en expansion. On estime qu'elle représente aujourd'hui 50 % de l'activité économique. En Algérie, on qualifie ces jeunes de 'hittites', de l'arabe 'hit', 'mur', c'est-à-dire ceux qui passent leur journée appuyés contre un mur ... Les jeunes se heurtent littéralement à un mur de désespoir, de frustrations et d'amertume. C'est cette aigreur, cette pauvreté et cette indignation face aux inégalités et aux injustices criantes qui sont les ingrédients d'un cocktail explosif.

<sup>1</sup> Bichara Khader., *La Tunisie: est-ce l'hirondelle qui annonce le printemps arabe?* La Collection CEPESS. Février 2011

### Zone noire pour les migrants

Bien que le monde arabe constitue aujourd'hui encore une zone d'émigration essentiellement clandestine vers l'Europe, le marché du travail au Moyen-Orient et dans les États du Golfe se caractérise par le nombre élevé d'immigrants, pour la plupart issus d'Asie mais également des pays du Maghreb et du Mashreq. Au Bahreïn, 80 % de la population active est issue de l'immigration. Dans certains États du Golfe, cette proportion atteint même 90 % de la population active. Pour les migrants, le Moyen-Orient et les États du Golfe sont une zone noire. Les droits du travail des migrants y sont largement bafoués. La plupart du pays applique le système Kafala, c'est-à-dire un système de patronage du migrant qui limite voire interdit son accès au marché du travail local. Le migrant étant fortement dépendant de son employeur, ce système donne fréquemment lieu à des abus voire même, dans des cas extrêmes, à des formes de travail proche du travail forcé. Ce phénomène touche essentiellement le personnel de maison féminin, très nombreux dans ces pays. Les migrants sont généralement victimes de discriminations importantes. Pour un salaire moindre, ils doivent prêter plus d'heures dans des conditions précaires. Au Bahreïn, le salaire moyen du migrant s'élève à 554 \$ alors que celui des Bahreïnais est de 1873 \$.

### La moitié du monde – Droit des femmes dans le monde arabe

D'après une très vieille pensée chinoise et d'après le Petit Livre rouge de Mao, les femmes portent la moitié du monde. D'après Arab Human Development Report du PNUD en 2003 [et les années suivantes], d'ailleurs entièrement rédigé par des experts arabes, c'est précisément l'absence de participation des femmes arabes à la vie sociale et politique qui constitue le cœur du problème du sous-développement dans le monde arabe<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Le Arab Human Development Report reconnaît les causes premières du sous-développement : 1) absence de liberté et de participation de la population au pouvoir politique, 2) faible participation des femmes à la vie sociale et politique, 3) rejet de l'esprit critique, faiblesse de l'enseignement et des connaissances

C'est dans la région arabe que le taux d'activité des femmes sur le marché de l'emploi est le plus faible au monde. Il y oscille entre 25 et 30 %. La ségrégation fondée sur le sexe y est importante sur le marché du travail où les femmes sont principalement occupées dans l'enseignement et le secteur de la santé. Les femmes sont confrontées à des discriminations très importantes sur leur lieu de travail et voient leurs droits bafoués. La protection de la maternité est un élément crucial quand on parle de la participation des femmes sur le marché du travail. Dans la plupart des pays arabes, la législation sociale ne prévoit ni congé de maternité ni allocations pendant le congé de maternité.

### Droits syndicaux et dialogue social dans la région arabe : nulle part dans le monde, ces droits sont aussi peu respectés

D'après le rapport annuel de la Confédération syndicale internationale sur les droits syndicaux dans le monde, c'est au Moyen-Orient et dans la région arabe que les droits syndicaux sont le plus bafoués. Le dialogue social est également un point faible dans ces deux parties du monde. À quelques exceptions près, il n'y existe pas d'organes de concertations tripartites ou bipartites.

Le taux de syndicalisation est d'environ 10 % dans les pays arabes. Les syndiqués sont, pour l'essentiel, des travailleurs du secteur public. Dans le secteur privé, surtout constitué de petites et moyennes entreprises, les travailleurs ont encore beaucoup moins de possibilités de s'affilier à un syndicat qui défende leurs droits. Dans les zones de libre-échange, les travailleurs ne peuvent pas revendiquer de droits syndicaux.

Les syndicats sont interdits dans les États du Golfe (sauf au Bahreïn et à Oman), en Arabie Saoudite, au Qatar et aux Émirats Arabes Unis. Dans beaucoup de pays du Moyen-Orient, y compris en Irak, 8 ans après la chute de Saddam Hussein, les travailleurs du secteur public, donc la majorité des travailleurs, ne peuvent pas revendiquer leurs droits syndicaux.

Dans les pays où des syndicats existent, il s'agit en général, jusqu'au printemps de 2011, de

syndicats unitaires totalement ou partiellement contrôlés par le Gouvernement. L'organisation régionale qui regroupe les syndicats arabes, la CISA, dont le siège est situé à Damas, est le porte-voix et l'outil de propagande d'un syndicalisme basé sur l'assujettissement du syndicat et des droits des travailleurs aux intérêts de l'État, du parti unique et spécifiquement de son Raïs ou dictateur. La CISA a encore soutenu jusqu'au bout le régime de Moubarak et Kadhafi. Il n'y a guère de choses positives à attendre de ce genre de syndicalisme qui, vu les évolutions dans la région, est aujourd'hui très affaibli.

### **Renouveau syndical dans le monde arabe**

Le mouvement syndical a, dans les pays du Maghreb et, dans une moindre mesure, dans les pays du Mashreq, une histoire commune, marquée par la lutte pour les droits du travail (d'abord et avant tout l'égalité de droits pour les travailleurs arabes et européens), mais assez rapidement aussi pour les droits civils et politiques durant la période coloniale. L'UMT (Maroc), l'UGTA (Algérie) et l'UGTT (Tunisie) se transforment dans le cadre des mouvements d'indépendance de leur pays respectif et prennent part activement à la lutte anticoloniale. Après l'indépendance et l'émergence d'États nationalistes, les syndicats ont été intégrés au régime et ont, par conséquent, perdu leur voix indépendante en qualité de représentants des travailleurs. En échange, ces États ont proposé aux travailleurs une politique sociale généreuse. Des emplois et du bien-être au lieu de la participation. Ce contrat social s'est largement maintenu jusque dans les années '80, lorsque l'État ne fut plus capable de tenir ses engagements en faveur d'une politique sociale à l'ère de la mondialisation et lorsque la situation sociale des travailleurs n'a cessé de se détériorer.

Le Maroc fut le premier pays où ce paradigme fut remis en cause. Jusqu'il y a peu, le Maroc était le seul pays du monde arabe où le pluralisme syndical était une réalité et où existaient des syndicats libres et démocratiques. L'UGTM s'était séparée de l'UMT, il y a 50 ans, pour condamner sa dépendance à l'égard du Makhzen, le monde politique proche du Palais.

La scission entre le syndicat socialiste CDT et l'UMT date de 1978. Avec l'UGTM, ces syndicats ont mené, sous le règne d'Hassan II, une lutte acharnée et durement réprimée pour les droits syndicaux, le dialogue social et le respect des droits de l'Homme. Aujourd'hui, ce sont surtout la CDT et l'UMT qui sont les locomotives des mouvements populaires au Maroc pour des réformes devant conduire à une vraie monarchie constitutionnelle, un régime parlementaire et des droits sociaux. L'UMT a connu un renouveau syndical de l'intérieur, qui a pris la forme d'un renouvellement de sa direction, sous la pression de sa base.

C'est apparemment l'Algérie qui est la plus éloignée d'une révolte populaire, certainement en raison des traumatismes qu'a provoqués dans la population, la guerre civile qui a opposé, dans les années '90, les Islamistes à l'armée et au Gouvernement. Il existe pourtant, au sein de la population algérienne, un potentiel de changement et de démocratisation qui est actuellement canalisé par la Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD). Cette coordination dispose d'un programme d'action et d'une charte pour le changement qui privilégie un cahier revendicatif social. La direction de l'UGTA, qui est très proche des dirigeants du Gouvernement depuis la guerre civile, n'est pas engagée dans le mouvement mais les centrales indépendantes (notamment celles de l'enseignement et de la santé) le sont très fortement.

En Tunisie, l'UGTT a joué un rôle majeur dans la révolte populaire. L'UGTT jouit d'une grande crédibilité historique, acquise dans sa lutte dans le mouvement d'indépendance dans les années '70-'80 lorsqu'elle a organisé des grèves contre Bourguiba. Sous le régime de Ben Ali, les dirigeants de l'UGTT ont tenté d'adopter une autre tactique face au régime, parce qu'une dictature ne laisse guère de place pour travailler autrement. Ceci dit, sa base militante et engagée l'a contrainte à rester combative. Les années '2000 ont vu la renaissance d'un syndicalisme combatif. Les grèves et les actions sociales des syndicalistes de la région minière de Gafsa, en 2008, marqueront le coup d'envoi de la révolution.

En 2012, une année après la révolution, l'UGTT s'est renouvelée au terme d'un congrès tenu fin 2011, avec une nouvelle direction plus représentative des tendances progressistes et indépendantes, comme symboles de la révolution de Jasmin. L'UGTT est engagée dans la recherche de redéfinition de son fonctionnement comme organisation et mouvement syndical démocratique, plus actif, plus représentatif, plus porté sur le service aux membres. Cette recherche est d'autant plus nécessaire qu'elle doit maintenant fonctionner dans un contexte où la constellation étatique corporatiste, dans laquelle le syndicat bénéficiait du monopole de la représentation de la voix des travailleurs, a été levée. Elle doit donc apprendre à vivre avec le fait du pluralisme syndical et d'une organisation syndicale à ses côtés, à savoir la CGTT. Née en 2008 sans aucune reconnaissance juridique, cette organisation se base sur un refus de la position vacillante du leadership de l'UGTT, ballotée entre compromis et compromission avec le régime de Ben Ali.

Jusqu'il y a peu, il n'existait en Égypte qu'un seul syndicat, fortement contrôlé par l'État. Pendant plus de 50 ans, l'Egyptian Trade Union Federation (ETUF) a contrôlé toutes les activités syndicales en Égypte. L'adhésion était obligatoire pour tous les travailleurs du secteur public et la cotisation syndicale était automatiquement déduite du salaire. Les militants syndicaux accusaient Moubarak d'avoir savamment orchestré les élections des dirigeants syndicaux pendant 30 ans. Il aurait ainsi fait en sorte que l'ETUF reste toujours loyale à son régime. L'ETUF aurait organisé des manifestations progouvernementales et assuré le transport en bus des électeurs vers les bureaux de vote, à condition qu'ils votent pour le parti gouvernemental. L'ETUF a fait en sorte qu'il n'y ait jamais de grèves. L'État a ainsi toujours pu compter sur une grande quantité de travailleurs à bon marché. Il y a de fortes présomptions que les bandits utilisés dans les rues du Caire et sur la place Tahrir pour terroriser la population avant la chute de Moubarak ont été directement payés par l'ETUF.

Le syndicat unique, ETUF, n'a donc pas connu de renouveau syndical mais les syndi-

cats indépendants ont joué un rôle important dans la révolte populaire, laquelle a été précédée par des mouvements de protestation sociale de grande ampleur. Entre 2004 et 2008, 1,7 million de travailleurs égyptiens participent à environ 2000 grèves. Les syndicats indépendants de l'administration fiscale, des enseignants, des experts de la santé qui ont pris une part active à la révolte populaire, ont désormais annoncé la création d'un nouveau syndicat égyptien : l'Egyptian Federation of Independent Trade Unions (EFITU).

Mais la liberté syndicale et les droits démocratiques et sociaux, en 2012, soit une année après la révolution, sont loin d'être acquis en Égypte. Le SCAF, le régime militaire, avec l'appui de la majorité politique actuelle des Frères musulmans, ne veulent toujours pas de changements de la législation afin de donner un ancrage légal à la liberté syndicale et de permettre l'émergence d'une voix indépendante et forte des travailleurs pour leurs droits sociaux. Le monopole d'État d'ETUF sur la représentation des travailleurs persiste. Kamal Abas, champion des droits syndicaux du mouvement syndical indépendant vient d'être condamné, le 16 février 2011, par un tribunal à six mois d'emprisonnement parce qu'en juin 2011, il a osé mettre en cause, lors de la Conférence annuelle de l'Organisation Internationale du Travail, le mandat d'ETUF... comme représentant indépendant des travailleurs.

La bataille est donc encore loin d'être résolue, une année après le printemps égyptien. Mais le mouvement syndical indépendant égyptien continue sa lutte pour les droits des travailleurs. Tous les jours, il y a en Égypte des actions des travailleurs et des grèves pour la reconnaissance, entreprise par entreprise, des droits syndicaux, pour des conditions de travail et des salaires décents et pour la reconnaissance d'une voix indépendante des travailleurs.

## **Pour un ancrage durable des réformes politiques et sociales et une transition vers une société plus démocratique et juste, il faut soutenir les mouvements sociaux et syndicaux**

Les révolutions du printemps 2011 ont confirmé l'existence d'un espace public arabe autonome et d'une société civile arabe. Les révoltes populaires sont le résultat d'un long combat mené par des syndicats, des groupes de femmes, des défenseurs des droits de l'Homme et des intellectuels pour le respect des droits humains, de la femme et des droits sociaux.

Pour un ancrage durable des réformes politiques et sociales après ces révoltes populaires, il est très important que les mouvements sociaux et syndicaux du monde arabe bénéficient aujourd'hui de notre appui. La Confédération Syndicale Internationale a marqué sa volonté politique d'être présente activement sur le terrain et développer des structures syndicales dans le monde arabe pour soutenir un mouvement syndical libre, indépendant et démocratique. Le 1er mai 2011, 15 syndicats arabes de Bahreïn, Égypte, Irak, Jordanie, Koweït, Lybie, Maroc, Mauritanie, Palestine, Tunisie et du Yémen ont pris l'initiative, avec l'appui de la CSI, d'établir le Forum Syndical démocratique arabe des Syndicats Libres et Indépendants et Démocratiques, comme alternative pour la CISA, la voix des travailleurs arabes devenue obsolète. Le Forum veut promouvoir un réel dialogue social dans les pays arabes à travers des organisations efficaces et crédibles qui accordent la priorité au travail décent, à la sécurité sociale, aux jeunes, aux femmes et aux migrants. Le Forum souhaite s'engager pleinement dans le processus de la transition démocratique, avec d'autres forces qui croient et travaillent pour la liberté, le progrès et l'égalité. La CSI a renforcé son Bureau régional à Amman et a créé un point d'appui pour le mouvement syndical indépendant au Caire. Le programme de la CSI insiste sur l'organisation des migrants, des

jeunes et des femmes pour mieux défendre les intérêts de ces travailleurs. La CSI a également pris l'initiative d'élaborer un réseau de femmes syndicalistes du monde arabe pour mener une action transfrontalière en vue de renforcer la participation des femmes dans les entreprises et dans le syndicat jusqu'aux fonctions dirigeantes.

Pour nous, en tant que mouvement ouvrier chrétien, cela représente une opportunité d'apporter un témoignage concret de notre solidarité vis-à-vis des travailleurs arabes et d'être plus fortement et plus activement présents avec des partenariats sur le terrain afin de favoriser le développement d'un mouvement syndical indépendant, démocratique et représentatif. Cet appui nous met au défi de renforcer le pluralisme syndical que nous avons toujours considéré comme un élément constitutif de la liberté d'association parce que la liberté des travailleurs de s'affilier au syndicat de leur choix est une force pour le mouvement ouvrier. Mais il faut toutefois veiller à ce que nos actions et appuis ne provoquent pas l'émiettement du mouvement syndical qui est à l'œuvre aujourd'hui dans maints pays de l'Afrique subsaharienne. Le mouvement syndical indépendant arabe nous demande surtout un appui pour renforcer leurs capacités de propositions pour l'emploi, la formation professionnelle, la sécurité sociale afin de pouvoir mieux peser sur l'agenda socio-économique national et régional.

A ce moment-clé de l'Histoire, le Gouvernement belge et l'Union européenne ont la possibilité de soutenir les programmes de l'Organisation Internationale du Travail pour le renforcement des droits syndicaux et du dialogue social dans le monde arabe, en Tunisie et en Égypte. Cette aide peut être financière et matérielle mais surtout peut être un soutien politique actif en faveur du travail décent. Une politique de protection sociale au cœur de la politique de développement de ces pays est particulièrement importante. Des échanges et des formations avec des experts belges dans les domaines de la politique de l'emploi, la protection sociale, la redistribution et le dialogue social sont une importante plus-value.

1 La liste des organisations signataires de la Déclaration du 1<sup>er</sup> mai du Forum: GFTBU- Bahreïn, EFITU- Égypte, GFIW - Irak, GFTJTU- Jordanie, KTUF - Koweït, LFTU - Lybie, CDT, UGTM et UMT Maroc, CLTM, CNTM et UTM Mauritanie, PGFTU -Palestine, UGTT - Tunisie, GFYWTU - Yémen

L'économie des pays du Maghreb et du Mashreq est fortement tournée vers l'Europe qui représente 80 % des échanges commerciaux de la Tunisie et 60 % de ceux du Maroc. Pour ces pays, l'Europe est donc politiquement et surtout économiquement très importante. L'Union européenne et le monde arabe ont signé, en 1995, à Barcelone, les accords EUROMED, dont l'objectif était de créer un espace commun de paix et de stabilité, avec un engagement commun en faveur de l'État de droit et la démocratie. Ces accords visaient aussi à la compréhension et l'échange entre les Cultures et la société civile des deux côtés de la Méditerranée et la création d'une zone de progrès partagé (c'est-à-dire : une zone de libre-échange à partir de 2012). Cette politique et ce cadre d'action EUROMED ont été poursuivis à partir de 2004 dans le cadre de la Politique de Voisinage. L'Europe dispose donc de leviers pour aborder la question des droits

sociaux et humains chez ses voisins de la rive Sud de la Méditerranée et pour promouvoir ces droits fondamentaux... mais elle les utilise beaucoup trop peu. Les plans d'action élaborés dans le cadre de la Politique de Voisinage / EUROMED insistent davantage sur la maîtrise de la migration que sur la promotion du travail décent et de la protection sociale chez ses voisins arabes.

Notre rôle se situe plutôt au plan politique, avec un plaidoyer vis-à-vis du Gouvernement belge et de l'Union européenne pour qu'ils intègrent le travail décent et la protection sociale au sein des droits de l'Homme et des politiques menées par l'Union européenne, y compris en matière de commerce et d'investissements. Nous devons continuer de réaffirmer que le commerce et le libre-échange doivent servir et favoriser le développement et le travail décent. Et non l'inverse.





# 7 Face à ces événements, doit-on s'attendre à un changement de cap politique de l'Union européenne ?

Par Olaf DEUSSEN & Johan VRINTS – membres fondateurs du Forum EuroArabe

## Une approche interactive au thème du printemps arabe

Pour rendre notre intervention plus interactive, nous avons décidé de laisser voter le public deux fois. Premièrement, nous demanderons au public s'il trouve que la situation et/ou l'approche de l'Union européenne après le printemps arabe ont changé. Ensuite, nous développerons cette thématique autour de trois points clés (finances, mobilité et perception du monde arabe).

**Question 1: Est-ce que l'approche financière de l'Union européenne vers le monde arabe a changé depuis les événements du « Printemps arabe » ?**

**Oui (Olaf):**

1. Il y a eu une augmentation des subventions de l'Union européenne de 1,2 milliard d'euros (presque 20 % de plus, en comparaison avec le niveau des subventions antérieures).
2. En outre, la région arabe a reçu plus de prêts qu'avant.
3. Si on regarde le nouveau budget de l'UE pour la période 2014-2020, l'enveloppe budgétaire consacrée à la région Arabe a été augmentée de 40 % pour atteindre un montant de 18,1 milliards d'euros.

**Non (Johan):**

1. Les subventions allouées restent très limitées, comparées aux paquets de sauvetage prévus pour l'économie européenne. Si on regarde seulement le paquet pour la Grèce, la somme est 10 fois plus élevée que pour toute la région arabe.

2. Comme toutes les grandes institutions, les institutions européennes font preuve d'une certaine inertie et elles n'ont pas la capacité de changer aussi vite leur structure et leurs programmes de financement.

**Question 2: Est-ce que la politique de l'UE concernant la mobilité a changé ?**

**Non (Olaf):**

1. Les visas pour l'Union européenne restent difficiles à obtenir pour les ressortissants des pays arabes, en dépit des changements politiques majeurs qui s'y sont déroulés.
2. La libre circulation des produits est assurée entre l'Europe et le monde arabe, mais ce n'est pas le cas pour celle des travailleurs : le marché de l'emploi européen reste très protégé.

**Oui (Johan):**

1. Les bourses octroyées pour les échanges universitaires/académiques sont en augmentation, permettant aux jeunes des pays arabes d'étudier en Europe.
2. La politique de mobilité est influencée par la crainte, exprimée par les partis populistes, de voir déferler en Europe des vagues de migrants, à cause de l'instabilité et des changements politiques dans le monde arabe.

**Question 3: Est-ce que les idées sur le monde arabe/les Arabes/Islam ont changé ?**

**Oui (Olaf):**

1. Les révolutions paisibles dans le monde arabe ont montré aux Européens la capacité de la société arabe à initier des changements

sans violence (après des années d'images de terrorisme et de guerre qui ont façonné notre perception du monde arabe).

2. En raison de la diversification des acteurs politiques et sociaux dans le monde arabe, l'UE s'engage désormais avec des acteurs politiques nombreux et diversifiés. L'Europe est passée d'une approche monolithique, concentrée sur l'élite au pouvoir, à une approche nécessairement plurielle, cherchant à entrer en contact avec tous les groupes susceptibles d'influencer le paysage politique futur des pays arabes.

#### **Non (Johan):**

1. Fondamentalement, la peur de l'Islam et plus particulièrement de l'influence de cette religion sur la politique des pays arabes persiste en Europe.
2. Les institutions européennes continuent de souffrir d'un manque de connaissance et d'expertise concernant le monde arabe, sa langue, son paysage politique et ses us et coutumes, notamment les usages en vigueur en matière de prise de décision politique.

#### **Présentation des relations Euro-Arabe en imaginant ce qu'elles pourraient être à court terme dans un monde idéal**

Dans la deuxième partie de notre intervention, nous voulions mettre en exergue les sujets et thèmes qui sont vraiment importants pendant cette période de bouleversements dans le monde arabe.

Ainsi, nous pouvons épingler quelques principes fondamentaux et structurels qui déterminent le bien-être des gens d'un point de vue sociologique, économique, culturel... et qui ne font donc pas partie du même ordre que les changements politiques à l'œuvre dans ces sociétés.

Cette liste d'éléments repose non seulement sur la première partie de notre intervention mais relève également d'une douce utopie, en espérant bien entendu que cela puisse se concrétiser. Le but est d'indiquer les principes fondamentaux d'une coopération idyllique qui se mettrait en place entre le monde arabe et l'Europe aujourd'hui et à court terme.

- Sur le plan économique:
  - La Méditerranée devient une mer partagée équitablement entre l'Europe et le monde arabe. Toutes les questions pertinentes sont traitées en commun (droits de pêche et de reconstruction des stocks de poisson, la sécurité, les transports, les sujets environnementaux, l'exploration des ressources ...).
  - De grands projets d'infrastructure sont réalisés par des multinationales euro-arabes.
  - Une nouvelle Via Maris (c'est-à-dire un système de routes qui entourent La Méditerranée) est développée.
  - Il y a une stabilité qui sera garantie par les différents partis politiques et les pays qui s'y engagent.
- La société civile est bien établie et est une force de contre-pouvoir dans tous les pays. Toutes les organisations coopèrent aux plans local et international.
- Les valeurs « européennes » (démocratie, droits des femmes ...) sont promues par les gouvernements de tous les pays concernés.
- L'Union européenne et le monde arabe collaborent en construisant un bloc commercial et un marché communs. Ainsi, ensemble, ils ont plus de poids vis-à-vis des grandes puissances (USA, Chine ...) pour discuter avec elles des sujets socio-économiques et politiques. Cela signifie aussi que beaucoup de thématiques (la construction, les appareils électriques, la sécurité, le commerce, les droits des travailleurs, les ports, l'environnement ...) sont des concepts de plus en plus globaux et qui doivent être résolus internationalement.
- Il existe une union politique forte et qui fonctionne.
- Une vaste réappropriation de l'Histoire commune se fait dans toute l'Europe et dans le monde arabe et à tous les niveaux de l'éducation et de la recherche. Une plus grande attention est donnée à l'Histoire arabe en Europe (en Sicile et en Espagne, notamment) et aux liens entretenus entre l'Europe et certains pays du monde arabe.

- Un échange dans le domaine de l'éducation est établi avec des retombées importantes, car cela permettrait à des dizaines de milliers d'étudiants d'étudier dans une institution académique européenne ou, à l'inverse, dans le monde arabe. Les échanges concernent aussi le personnel comme les enseignants ou les chercheurs académiques et leur donnent la possibilité d'enseigner ou
- de faire la recherche sans problèmes de visas ou problèmes financiers.
- Les réalités démographiques des pays arabes (pays où les jeunes âgés entre 18 et 25 ans sont très nombreux) sont positives pour l'Europe et les jeunes ressortissants du monde arabe viennent travailler dans les secteurs où l'Europe manque cruellement de personnel (infirmiers, soins aux personnes âgées...).





# 8 Conclusions

Par **Thierry JACQUES** – président du Mouvement Ouvrier Chrétien

Deux mille onze fut une année extraordinaire à de nombreux égards. Des états membres de l'Union européenne ont fait faillite ou l'ont frôlée de près. La Grande-Bretagne a connu des émeutes urbaines d'une rare violence. Des indignés sont présents aux quatre coins de l'Europe et des États-Unis. Mais c'est indéniablement les « printemps » arabes qui ont fortement marqué les esprits et l'actualité internationale tant ils ont réalisé l'impossible : la chute de plusieurs régimes autoritaires qui régnaient avec une main de fer sur leur pays depuis des décennies.

À y regarder de plus près, tous ces événements ne sont pas aussi éloignés qu'on aurait tendance à le croire à première vue. En effet, ils montrent tous à leur manière les impasses du système économique ultralibéral. Les indignés veulent modifier les règles du système économique mondial, les émeutiers veulent renverser un système qui ne leur offre plus aucune perspective d'avenir. Il n'en va pas autrement pour les printemps arabes. Certes, il serait erroné et trop réducteur de cantonner les printemps arabes (tunisiens et égyptiens) au renversement d'un système économique mais vu les frustrations et désespoirs qu'il engendre, ce dernier a indéniablement joué un rôle prépondérant dans ces événements et sur la structuration de mouvements sociaux sans précédent dans cette région du monde.

Rappelons qu'en 2008, à l'aube de la première crise financière, la Banque Mondiale classait l'Égypte en 10<sup>e</sup> position de son rapport « Doing

Business » qui vise à saluer les efforts faits par les pays pour se conformer aux préceptes d'une libéralisation à tout va. La Tunisie se classe un peu plus loin. Mais au sein du monde « arabe », ce sont les deux pays qui ont, ces dernières années, le plus réformé leur économie.

Les médias et analystes ont souvent décrit la genèse des mouvements sociaux comme une réaction à l'autoritarisme politique de ces divers pays. Mais c'est un fait : les « explosions » sociales sont avant tout nées, comme l'ont abondamment montré nos différents intervenants, de situations socio-économiques dramatiques pour la majorité de la population. Les réformes économiques imposées à ces pays par des organismes internationaux comme la Banque Mondiale ou le FMI ont creusé les inégalités, facilité l'accaparement des richesses par une minorité (de mèche avec le pouvoir politique) et ont accentué la pauvreté au sein de ces sociétés. Ainsi, la jeunesse (éduquée) de ces pays s'est trouvée confrontée à un chômage dantesque. Il y a quelques mois, la Tunisie comptait pas moins de 700.000 chômeurs dont 150.000 disposent d'un diplôme de l'enseignement supérieur<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Fait surprenant : Tant la Tunisie que l'Égypte ont énormément investi dans l'éducation. En effet, en Tunisie, les dépenses en éducation représentent 7 % du PIB, soit un pourcentage comparable aux investissements consentis par les pays scandinaves. En Égypte, l'investissement fut quelque peu inférieur, mais le pays présente malgré tout un des taux d'alphabétisation de sa population jeune les plus élevés de la région. « Paradoxalement » donc, ces investissements ont permis la naissance de « masses » critiques qui ont pris de la distance par rapport à la propagande d'État.

Face à de telles impasses, les pays arabes contenaient tous les ingrédients pour implorer. En effet, l'autoritarisme des dirigeants pouvait espérer tenir tant qu'il s'accompagnait d'une certaine paix sociale (illusion entretenue d'ailleurs par certains syndicats uniques). Mais à partir du moment où celle-ci fut considérablement mise à mal, les événements se sont enchaînés.

En l'espèce, les mouvements sociaux et, en particulier, les mouvements ouvriers ont joué un rôle clé. Prenons, pour exemple, les cas de l'Égypte et de la Tunisie. Comme François Pradal l'a expliqué dans son intervention, les grèves qui ont touché certaines régions égyptiennes dès 2004, ont constitué le terreau du mouvement social « national » qu'a connu l'Égypte au cours des derniers mois. Il en va de même pour les grèves qui se sont déclenchées en Tunisie, à Gafsa, il y a quelques années. Il ne faut pas négliger ces événements antérieurs car ces grèves ont fait progressivement naître une culture de la critique et de la revendication. Elles ont aussi démontré qu'il était possible de faire grève au sein d'un tel système politique.

Ceci dit, tout ne fut pas rose. Dans ces pays autoritaires, ce fut souvent le règne d'un syndicat unique, construit et instrumentalisé par le pouvoir politique afin de créer une paix sociale avec, on l'a dit, des rôles différents joués par l'UGTT en Tunisie ou par l'ETUF en Égypte. Il est parfois difficile de séparer le bon grain de l'ivraie mais, dans l'ensemble, des mouvements ouvriers ont largement contribué à structurer les révoltes populaires. Ils ont, on l'a vu, joué un rôle dans les prémisses des révoltes et leur ont permis de franchir un palier important dans leur mobilisation en leur ajoutant des revendications économiques et sociales, en plus des nombreuses exigences politiques déjà présentes. Même si, comme nous l'a montré Karin Debroey et au vu du faible taux de syndicalisation qui existe dans cette région du monde, les syndicats doivent, s'ils veulent jouer un rôle dans l'édification d'un système où règne plus de justice sociale, mieux se structurer.

À l'heure actuelle, ces combats démocratiques et sociaux se sont traduits sur l'arène

politique par la victoire de partis islamistes. Diabolisés par l'Occident, remarquons toutefois qu'ils doivent en partie leur victoire au maillage social qu'ils effectuent. C'est leur combat quotidien en faveur des personnes qui sont oubliées du « système » qui leur vaut une (bonne) partie de leur succès. Laissons à ces partis et à ces peuples le bénéfice du doute : le succès de ces partis islamistes n'est autre que l'expression de la démocratie. De quel droit pourrions-nous les juger illégitimes ou erronés pour ces sociétés ? En outre, force nous est de constater que les pays chapeautés par un dirigeant non islamiste n'ont pas été ou ne sont pas des modèles de démocratie, loin s'en faut. Laissons donc le temps à ces partis issus d'un monde monolithique où un leader autoritaire régnait en maître, faire l'expérience du pluralisme.

Outre l'impact politique national de ces révoltes, ces légitimes mouvements sociaux vont certainement bouleverser la géopolitique de cette région du monde et les questions sont ici nombreuses et ouvertes : quelle va être la politique de l'Égypte, acteur prépondérant de la région, vis-à-vis d'Israël et des États-Unis ? Ce pays va-t-il prendre ses distances par rapport aux préceptes ultralibéraux de la Banque Mondiale ? L'Union européenne va-t-elle réussir à se mettre d'accord et va-t-elle soutenir des partis démocratiquement élus, fussent-ils islamiques ?

Nous espérons également que ces événements seront bénéfiques pour les droits du peuple palestinien. Peut-être les nombreux changements de régimes et de dirigeants politiques permettront-ils de modifier de précaires équilibres géopolitiques et d'apporter davantage de soutien à l'Autorité palestinienne dans sa démarche de reconnaissance étatique auprès de l'ONU ?

Depuis un an, les mouvements sociaux qui ont germé ici et là dans le monde « arabe », ont connu des fortunes diverses. Mais ils ont au moins le mérite d'avoir montré au monde entier deux visages jusqu'alors insoupçonnés. D'une part, il existe bel et bien une « rue arabe » et de facto, une société civile indé-

pendante capable de se mobiliser massivement pour dénoncer de révoltantes injustices. D'autre part, malgré ce qu'on en dit, les citoyens bercés dans une société financiarisée et consumériste n'ont pas sombré dans la plus totale léthargie.

Au contraire, en Belgique comme ailleurs, un combat pour l'égalité et la justice sociale est porteur d'espoir, et peut, nous en sommes convaincus, venir à bout d'un système économique qui ne cesse de creuser les inégalités.





Avec le soutien



de Mouvement Social, srl

Editeur responsable : Virginie DELVAUX, chaussée de Haecht, 579 - 1030 Bruxelles - 11/2012/mht-NV-dcl-300